



**Rechercher un commerçant, un
gérant de société ou un artisan**



Préambule

Cette présentation a pour objectif de donner des clés pour rechercher des informations sur des entreprises, sociétés, commerces ou sur les personnes qui ont pu y être liées :

- il s'agit de rechercher les traces que ces organismes ont pu laisser auprès de services administratifs lorsqu'ils ont été en contact avec l'administration (par exemple pour payer des taxes, pour demander des aides ponctuelles, pour se conformer aux codes...). Car les archives des administrations sont des archives publiques conservées historiquement et réglementairement par les services d'archives publiques (Archives de Paris, notamment).

- il ne s'agit donc pas de rechercher un fonds d'archives résultant de l'activité d'un commerçant ou d'une société (conseil de gérance, comptabilité, dossiers du personnel, compte-rendu de réunions, aménagements immobiliers, suivi de commandes, production, publicité...). Ce sont là des archives privées qui sont aléatoirement collectées par les services d'archives publiques. Quelques pistes sont toutefois données en [sources complémentaires](#).

Sommaire

01 Documenter sa recherche

Sources imprimées et documents commerciaux

[Pour un accès rapide, cliquer ici.](#)

02 Registre du commerce et registre des métiers ou des artisans

Fichiers, registres analytiques

[Pour un accès rapide, cliquer ici.](#)

03 Actes de sociétés

Enregistrement, actes et dossiers

[Pour un accès rapide, cliquer ici.](#)

04 Procédures collectives

Faillites, liquidations judiciaires, etc.

[Pour un accès rapide, cliquer ici.](#)

05 Sources complémentaires

[Pour un accès rapide, cliquer ici.](#)

01

Documenter sa recherche

Sources imprimées et documents commerciaux

Documenter sa recherche - Sources imprimées

La consultation de ces périodiques est à privilégier en amont de toute recherche, dans le cas de références imprécises (années d'activité, changement d'adresse, de nom...).

• Ancien Régime

Aux Archives de Paris, la sous-série **20Eb** comprend des recueils et imprimés regroupant les statuts, les ordonnances ou encore les règlements des anciens corps et communautés d'arts et métiers, édités aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Instruments de recherche = fichiers « bibliothèque » de la salle de lecture ; [catalogue des bibliothèques spécialisées de la ville de Paris](#). La plupart sont numérisés et en ligne sur [Gallica](#) (bibliothèque numérique de la BnF).

•XIX^e-XX^e siècles

1. Annuaires

- Aux Archives de Paris, la sous-série [PER 292](#) rassemble de 1805 à 1975 une collection de plusieurs titres successifs d'almanachs, annuaires et bottins du commerce concernant principalement la ville de Paris, le département de la Seine, puis la banlieue parisienne. De 1838 à 1959, la collection est consultable sous forme de microfilms.

Documenter sa recherche - Sources imprimées / annuaires (suite)

- Pour la période 1798-1928, une collection numérisée est consultable sur le site Gallica (bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France), mais avec de nombreuses années lacunaires ; elle concerne les périodes suivantes :

- [l'Almanach du commerce de Paris](#) (1798 à 1838) ;
- [l' Almanach-bottin du commerce de Paris](#) (1839 à 1856) ;
- [l'Annuaire-almanach du commerce, de l'industrie, de la magistrature et de l'administration](#) (1857 à 1908);
- [l'Annuaire du commerce Didot-Bottin](#) (1909-1928).

- *l'Annuaire universel Paris-adresses de Paris et du département de la Seine (annuaire général de l'industrie et du commerce, corps constitués, administrations, professions libérales, propriétaires, rentiers, etc.)* peut aussi être consulté (1893-1932 avec lacunes), sous la même cote [PER 292](#)

- *l'Annuaire officiel des abonnés au téléphone, Pages blanches, Pages jaunes de Paris et sa région*, pour une période plus récente (1932 à 2018, avec lacunes), cote [PER 518](#).

Documenter sa recherche - Sources imprimées / annuaires (suite)

**BRU JNE,
PAUL GIRARD.**

SUCCESSEUR de H. CHEVROL.
1 ET 3, BOUL. DE STRASBOURG
ET 14, BOUL. ST-DENIS. **TELEPH.**
10 MEDAILLES D'OR,
PARIS, ANVERS,
LIVERPOOL, MELBOURNE,
LE HAVRE, TOULOUSE,
BARCELONE, ETC.
25 BREVETS D'INVENTION.
Grande fabrique de bébés
nus et habillés.
Nouveaux BÉBÉS INCASSA-
BLES en bois évidé, plus
solides et plus légers que
ceux en carton.
TÊTES INCASSABLES
(dernière nouveauté),
aussi jolies comme modèle
et comme décor que les
têtes en biscuit.
Les **BÉBÉS BRU** sont les
seuls ayant aux yeux des
cils naturels. Ils se distin-
guent aussi par la finesse
de leurs mains et de leurs
pieds, ainsi que par la
beauté et le bon goût de
leur habillement.
BÉBÉ TÊTEUR
Breveté S. G. D. G.
ravissant bébé tétant tout
seul.
BÉBÉ EN GOMME DURCIE
garanti incassable.
Manufacture de têtes biscuit
à Montreuil (VOIR MARQUES,
PAGES VERTES).

Annuaire-almanach du commerce, 1890. - Bru Jeune Paul Girard (successeur), fabricant de poupées et bébés, 1-3 boulevard de Strasbourg, 10^e arr. À gauche, classement par profession ; à droite, classement par adresse. Archives de Paris, PER292.

er-
er-
ins.
de
rie.
ar-
vi-
eur
uat,
rue
ape-
iste.
voï-
les
our

STRASBOURG (boul. de).
(775^m de longueur.) 12 B

10^e Arr. (ENCLOS - ST-
LAURENT). *Porte-St-Denis*,
n^{os} impairs). - *Porte-St-*
Martin, n^{os} pairs). ←
Boul. St-Denis, 14 et 16, →
rue de Strasbourg, 7 et 9.

1 et 3 Bru jeune (Paul
Girard succ.), *fabr. de*
poupées et bébés, et
boul. St-Denis, 14.

Coqueugniot, *feuillogis-*
te. 13 B

Guérin-Brêcheux (V^{re}),
fabr. d'éventails, et
boul. St-Denis, 14.

Honoré, *tir au pistolet*.
Lefevre (F.), *pédicure*.
Maire-Paillard-Paris, *res-*
taurant Maire, et boul.
St-Denis, 14.

Rolland (V^{re}), *plumes*
pour parures.

2 Blétry frères, *ingénieurs*
conseils pour brevets
d'invention.

Brisville, *café Français*
et restaurant, et boul.
St-Denis, 12.

Eveillard (L.), *éditeur de*
musique. S

Documenter sa recherche - Sources imprimées

2. Journaux d'annonces légales : [Archives commerciales de la France](#) consultable en ligne sur Gallica pour la période 1874-1942. Peut permettre d'obtenir des informations datées sur les entreprises : constitution, modification de statuts, dissolution, séparations de biens, liquidation judiciaire, déclaration de faillite, vente de fonds de commerce, etc.

3. [Dictionnaire des faillites, d'après les journaux judiciaires](#) : ce dictionnaire en 8 recueils commencé par Hippolyte-François Mascret (1811-1873), recense de 1848 à 1908, puis de 1913 à 1914 les faillites, liquidations judiciaires, séparations de biens, nomination des conseils judiciaires, interdictions et réhabilitations prononcées par les tribunaux de Paris.

Ces volumes sont consultables aux Archives de Paris, auprès de la présidence de la salle de lecture. Une collection incomplète est également consultable sur [Gallica](#) (12 années disponibles).

Faillites, Liquidations, Séparations, Divorces, Conseils judiciaires, etc., de 1901						
VAL						
NOMS, PRÉNOMS PROFESSIONS ET DOMICILES	Syndics Liquidateurs ou Avoués	Faillites ou Liquidations	Insuffisances ou Unions	Séparations de biens judiciaires de corps ou divorces	Conseils judiciaires ou Interdictions	Revois
TROUPILLON-AUDIER, Louis, 94, r. Claude-Decaen. . .	A Foucault. . .			B 4 nov. 1901		
TRUNDE (Dlle), Eugénie, fabric. d'articles de fantaisies, 69, boulevard de Strasbourg. . .	S Malle . . .	F 18 mars 1901				(1)
TRUFFY-LASSARRE, Pierre, 103, bd Bineau (Neuilly). . .	A Peyrot . . .			D 16 mars 1901		
TRUAL, marchand de vins, s. d. c. . .	S Lupy . . .	F 2 mai 1899	I 30 juin 1899			(2)
TUFFAL-CHAUDERON, Jean, 64, boulevard Barbès. . .	A Poincot . . .			B 18 nov. 1901		
TULLIER-FRUGIER, 9, rue St-Lazare. . .	A Pineau . . .			D 23 mai 1901		
TULASNE, Paul, entr. de couvert., 22, r. de la Tombe-Issoire.	S Craggs . . .	F 10 déc. 1900				(3)

Dictionnaire des faillites, Hippolyte-François Mascret 1901. Archives de Paris.

Documenter sa recherche - Documents commerciaux

Les documents publicitaires (tracts, catalogues), la correspondance commerciale ou encore les factures peuvent comprendre des renseignements sur les entreprises, telles qu'illustrations représentant les établissements, les marques de fabrique, adresses des usines et succursales, références de l'entreprise (brevets, récompenses, recommandations)...

Depuis la loi du 1^{er} juin 1923 le numéro d'immatriculation au registre du commerce doit apparaître sur tous les papiers de commerce ou factures des commerçants et sociétés commerciales.

Sources :

- pièces isolées et petits fonds en archives privées ([série AZ et sous-série DIJ](#)),
- Bibliothèque historique de la Ville de Paris (BHVP) : importante collection de factures et papiers à en-tête,
- Bibliothèque Forney, etc.

Documenter sa recherche – Documents commerciaux

Numéro d'immatriculation au registre du commerce

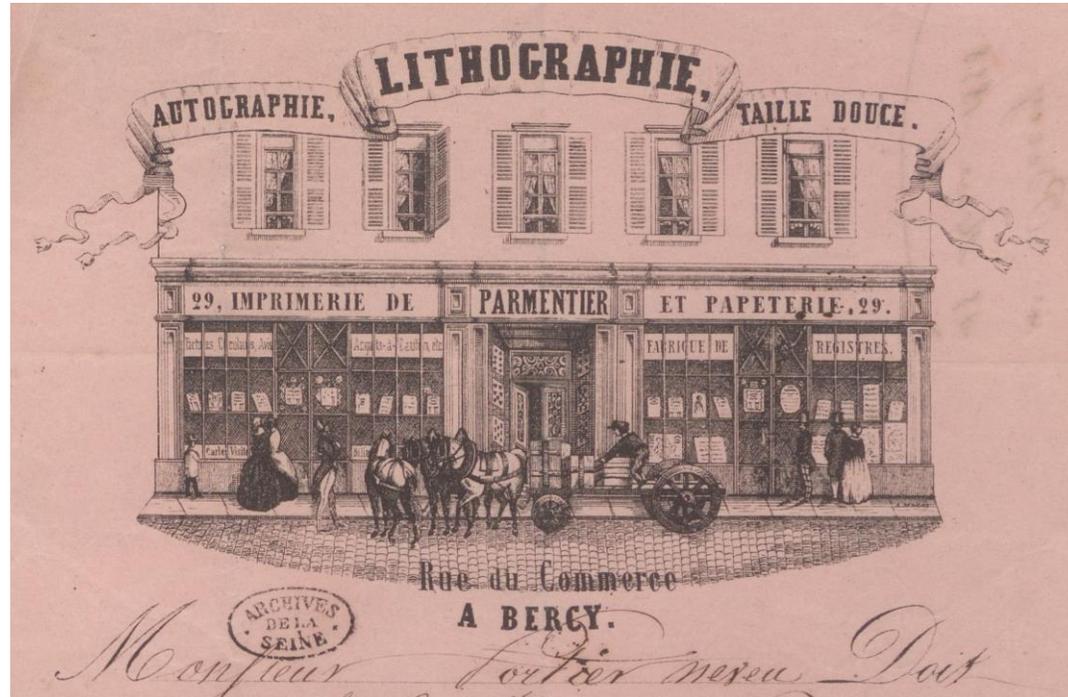
N° RC : Seine 325 401 B



1^{er} comité de confiscation des profits illicites : dossier de citation n° 1105 – SA Bricq & Cie, 33 rue Fortuny, Paris 17^e (1954), N° RC Seine 325 401 B. Archives de Paris, 110W 165.

Documenter sa recherche – Documents commerciaux

Représentation topographique



Papier à en-tête de l'imprimerie Parmentier, 29 rue du Commerce, Bercy (1858). Archives de Paris, D15Z 1.

Références, fabriques et succursales



Papier à en-tête de l'entreprise Fichet, serrurier mécanicien, 43 rue de Richelieu, Paris (1862). Archives de Paris, D15Z 1.

02

Registre du commerce et registre des métiers ou des artisans

Fichiers, registres analytiques

Registre du commerce – Tribunal de commerce

Créé par la loi du 18 mars 1919 (et son décret d'application du 15 mars 1920) dans le but de procéder à l'immatriculation des commerçants, des sociétés commerciales françaises et étrangères dont l'établissement principal, une succursale ou une agence est situé en France. Cette immatriculation est opérée par le tribunal de commerce territorialement compétent (le plus proche du lieu du siège social), un mois après l'ouverture du commerce.

Toutes les informations légales relatives aux sociétés- de la création à la disparition- y sont centralisées. Les établissements créés avant 1920 et toujours en activité à cette date ont été immatriculés a posteriori.

Le territoire couvert par le tribunal de commerce de la Seine concerne l'ancien département de la Seine. Y sont donc immatriculés des sociétés et commerces dont le siège social est localisé dans les actuels départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, pour toute la période conservée par les Archives de Paris, selon les années de création des tribunaux de commerce de ces départements (1920-1982).

Deux systèmes d'immatriculation co-existent :

1920-1954 : Fichier des inscrits, puis registre du commerce = 1^{ère} immatriculation.

1954-1982 : Fichier unique synthétisant les informations = 2^e immatriculation.

RC ou RCS ? Initialement appelé registre du commerce (RC), il devient registre du commerce et des sociétés (RCS) à partir de 1978.

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 1, les fiches ([D34U3](#))

Si le numéro d'immatriculation n'est pas connu, commencer par la consultation des fichiers papier des inscrits, par nom de particulier ([D34U3_1 à D34U3_2731](#)), par nom d'enseigne ([D34U3_2732 à D34U3_3306](#)) et/ou par nom de société ([D34U3_3307 à D34U3_3868](#)) ; répertoire III.8.5 en salle de lecture. Consulter, le cas échéant le fichier des radiés.

D34U3 2732-3306	Fichier des enseignes.	1920 - 1954	D34U3 3291-3306	Fichier des enseignes radiées avant 1933, dit fichier des vieux radiés (1920-1932). <i>De façon générale, ce fichier concerne les radiés de 1920 à 1932. Cependant, on y trouve quelques fiches de 1933.</i>	1920 - 1932
D34U3 2732-3290	Fichier général.	1920 - 1954			
D34U3 2732	Aa - Accumulateurs Gab.	1920 - 1954	D34U3 3291	Abbe - Azevodo.	1920 - 1932
D34U3 2733	Accumulateurs Gc - Affy.	1920 - 1954	D34U3 3292	Babarit - Bon.	1920 - 1932
D34U3 2734	Afg - Agence A-Charo.	1920 - 1954	D34U3 3293	Bonbonniere - Buvette.	1920 - 1932
D34U3 2735	Agence Charz-Immobilier.	1920 - 1954	D34U3 3294	Ca - Catoir.	1920 - 1932
D34U3 2736	Agence Immobiliè-Quo.	1920 - 1954	D34U3 3295	Cave - Chez.	1920 - 1932
D34U3 2737	Agence Rad-Z - Airvy.	1920 - 1954	D34U3 3296	Chic - Cymos.	1920 - 1932
D34U3 2738	Aïssa - Alexis.	1920 - 1954	D34U3 3297	Da - Établissement.	1920 - 1932
D34U3 2739	Aley - Alimentation Danton.	1920 - 1954	D34U3 3298	Étang - Guypa.	1920 - 1932
D34U3 2740	Alimentation Dareau - Allons chez Léon.	1920 - 1954	D34U3 3299	Habitation - Hôtel de Reims.	1920 - 1932
D34U3 2741	Allons chez Louis - Ambrosine.	1920 - 1954	D34U3 3300	Hôtel de la Reine - Lysiane.	1920 - 1932
D34U3 2742	Ambulance - Amg, Amiantine - Amyl.	1920 - 1954	D34U3 3301	Mac - Myp.	1920 - 1932
			D34U3 3302	Nac - Pessar.	1920 - 1932
			D34U3 3303	Petit - Puyan.	1920 - 1932
			D34U3 3304	Quartier - Russiana.	1920 - 1932
			D34U3 3305	Sab - Titania.	1920 - 1932
			D34U3 3306	Toche - Zi.	1920 - 1932

Inventaire des fichiers d'inscription au registre du commerce (1920-1954) : fichier des enseignes (détail). Archives de Paris, D34U3.

Inventaire des fichiers d'inscription au registre du commerce (1920-1954) : fichier des enseignes radiées avant 1933. Archives de Paris, D34U3.

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 1, les fiches ([D34U3](#))

FICHER DES PARTICULIERS



Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 1, les fiches

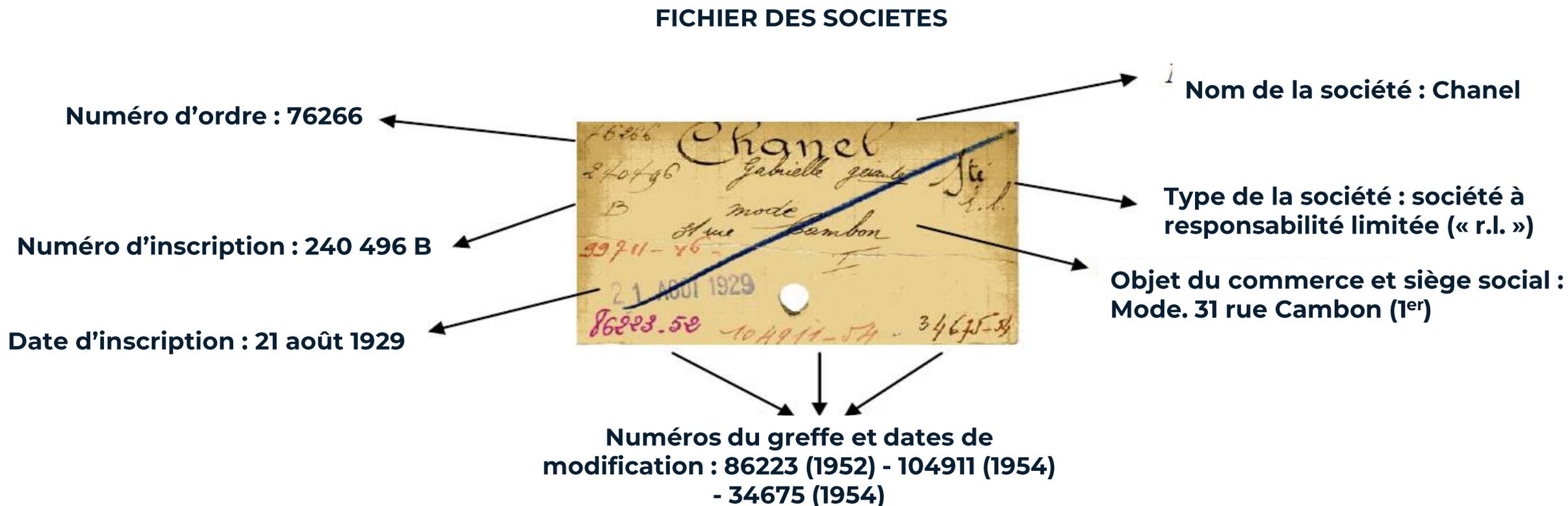
À partir de 1923, un numéro sans lettre désigne un commerce (ici, 216729).

FICHER DES ENSEIGNES



Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 1, les fiches

Les informations actualisées sont mentionnées à l'encre rouge (changement d'adresse ou radiation, par exemple).
À partir de 1923, un numéro suivi de la lettre B désigne une société (ici, 240496 B).



Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 1, les fiches

Les informations nécessaires pour accéder au registre analytique du commerce sont le numéro d'enregistrement (et/ou numéro d'ordre entre 1920 et 1923) et la date de d'inscription.



Fichier des particuliers, Mme Renaud, née Marie Porson. Archives de Paris, D34U3 2108.



Fichier des enseignes, Palais de la nouveauté. Archives de Paris, D34U3 3145.



Fichier des sociétés, Grands magasins Dufayel. Archives de Paris, D34U3 3468

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 2, [le registre analytique du commerce \(D33U3\)](#)

Le registre du commerce et des sociétés, comprend l'ensemble des immatriculations effectuées au greffe du tribunal de commerce de la Seine du 14 juillet 1920 au 27 février 1954. Y sont relevées, de la création à la disparition de l'entreprise (ou à la date de clôture du registre), diverses informations : raison sociale, état civil et régime matrimonial des dirigeants, objet du commerce, changements et transferts de siège, ouverture de succursale, augmentation du capital, nature de l'entreprise et ses dates d'activité, inscription des marques de fabrique, nantissement (ou mise en gage) de fonds de commerce, dates de dissolution, de vente, de faillite ou encore de liquidation judiciaire.

Trouver la **cote du registre analytique du commerce**, grâce au numéro d'immatriculation associé à la date d'inscription (trouvés à l'étape 1 ou dans votre propre documentation), en consultant l'instrument de recherche ([D33U3](#) ; répertoire III.8.5 en salle de lecture).

- du 14 juillet 1920 au 11 janvier 1923, une première série d'immatriculation concerne à la fois les commerçants/particuliers et les sociétés commerciales ;
- à partir de 1923, un numéro sans lettre désigne un commerce (par exemple : 216729, fiche café des Lilas, vue précédente) ; et un numéro suivi de la lettre **B** désigne une société (240496B, fiche Chanel, vue précédente) ;
- Attention, selon les périodes les numéros pairs peuvent être rassemblés dans une même série et les numéros impairs dans une autre.
- une série complémentaire est destinée aux mises à jour, lorsque la place est insuffisante sur le registre initial pour y effectuer des rajouts. Celui-ci indique alors « voir complémentaire Bn et le n° de folio à consulter (par ex : B5, folio 26).

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 2, [le registre analytique du commerce \(D33U3\)](#)

Archives de Paris

D33U3 Registre du commerce, 1920-1954

Numéros 11500 à 12001 (27-30 août 1920).	D33U3 31
Numéros 12002 à 12499 (30-31 août 1920).	D33U3 32
Numéros 12500 à 13001 (31 août-1er septembre 1920).	D33U3 33
Numéros 13002 à 13500 (1er septembre 1920).	D33U3 34
Numéros 13501 à 14002 (1er-2 septembre 1920).	D33U3 35
Numéros 14003 à 14500 (2-3 septembre 1920).	D33U3 36
Numéros 14501 à 15000 (3-4 septembre 1920).	D33U3 37
Numéros 15001 à 15500 (4-6 septembre 1920).	D33U3 38
Numéros 15501 à 16002 (6-7 septembre 1920).	D33U3 39
Numéros 16003 à 16500 (7-8 septembre 1920).	D33U3 40
Numéros 16501 à 17000 (8-9 septembre 1920).	D33U3 41
Numéros 17001 à 17500 (9-10 septembre 1920).	D33U3 42
Numéros 17501 à 18002 (10-11 septembre 1920).	D33U3 43
Numéros 18003 à 18500 (11-13 septembre 1920).	D33U3 44
Numéros 18501 à 19002 (13-14 septembre 1920).	D33U3 45
Numéros 19002 à 19500 (14-15 septembre 1920).	D33U3 46
Numéros 19501 à 20002 (15-16 septembre 1920).	D33U3 47
Numéros 20003 à 20500 (16-17 septembre 1920).	D33U3 48
Numéros 20501 à 21000 (17-20 septembre 1920).	D33U3 49
Numéros 21001 à 21500 (20-21 septembre 1920).	D33U3 50
Numéros 21501 à 22000 (21-22 septembre 1920).	D33U3 51
Numéros 22001 à 22500 (22-23 septembre 1920).	D33U3 52
Numéros 22501 à 22998 (23-24 septembre 1920).	D33U3 53
Numéros 22299 à 23498 (24-25 septembre 1920).	D33U3 54
Numéros 23500 à 23999 (25-27 septembre 1920).	D33U3 55
Numéros 24000 à 24499 (27-28 septembre 1920).	D33U3 56
Numéros 24500 à 25000 (28-29 septembre 1920).	D33U3 57
Numéros 25001 à 25498 (29-30 septembre 1920).	D33U3 58
Numéros 25499 à 25998 (30 septembre-2 octobre 1920).	D33U3 59
Numéros 25999 à 26497 (2-4 octobre 1920).	D33U3 60
Numéros 26498 à 26997 (4-6 octobre 1920).	D33U3 61
Numéros 26998 à 27496 (6-7 octobre 1920).	D33U3 62
Numéros 27497 à 27990 (7-8 octobre 1920).	D33U3 63
Numéros 27991 à 28493 (8-11 octobre 1920).	D33U3 64
Numéros 28494 à 29491 (11-14 octobre 1920).	D33U3 65

Inventaire du registre du commerce (1920-1954) : cote du registre correspondant au numéro 26804 (5 octobre 1920). Archives de Paris, D33U3.

Sociétés (série B). Numéros pairs. Numéros 273198B à 379634B (14 avril 1937-27 février 1954)

Numéros pairs. Numéros 273198B à 379634B (14 avril 1937-27 février 1954)

Numéros 273198B à 273626B (14 avril-25 mai 1937).	D33U3 1338
Numéros 273628B à 274032B (25 mai-2 juillet 1937).	D33U3 1339
Numéros 274034B à 274462B (2 juillet-20 août 1937).	D33U3 1340
Numéros 274464B à 274886B (20 août-18 octobre 1937).	D33U3 1341
Numéros 274888B à 275306B (18 octobre-2 décembre 1937).	D33U3 1342
Numéros 275308B à 275720B (2 décembre 1937-8 janvier 1938).	D33U3 1343
Numéros 275722B à 276154B (8 janvier-7 février 1938).	D33U3 1344
Numéros 276156B à 276562B (7 février-16 mars 1938).	D33U3 1345
Numéros 276564B à 276964B (16 mars-28 avril 1938).	D33U3 1346
Numéros 276966B à 277388B (28 avril-3 juin 1938).	D33U3 1347
Numéros 277390B à 277798B (3 juin-12 juillet 1938).	D33U3 1348
Numéros 277800B à 278192B (12 juillet-29 août 1938).	D33U3 1349
Numéros 278194B à 278584B (29 août-25 octobre 1938).	D33U3 1350
Numéros 278586B à 278980B (25 octobre-13 décembre 1938).	D33U3 1351
Numéros 278982B à 279320B (13 décembre 1938-12 janvier 1939).	D33U3 1352
Numéros 279322B à 279652B (12 janvier-2 février 1939).	D33U3 1353
Numéros 279654B à 279978B (2 février-1er mars 1939).	D33U3 1354
Numéros 279980B à 280292B (1er-30 mars 1939).	D33U3 1355
Numéros 280294B à 280600B (30 mars-1er mai 1939).	D33U3 1356

Inventaire du registre du commerce, numéros pairs (1920-1954) : **noter la distinction entre les registres rassemblant des numéros pairs et ceux pour les numéros impairs, pour certaines périodes.**

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 2, [le registre analytique du commerce \(D33U3\)](#)

n° d'ordre / n° d'enregistrement

Nom commercial

Dirigeant/associés

Modifications en rouge :
 mentions d'acte, cessation,
 faillite comprenant un numéro
 d'enregistrement du greffe

REGISTRE							ANALYTIQUE					
NUMERO D'ORDRE et Date de l'enregistrement au Registre chronologique	NOM COMMERCIAL Raison de Commerce Raison sociale ou dénomination Étiquette	NOM, PRENOM, PSEUDONYME, ETAT CIVIL Nationalité des Commerçants ou des Associés ou Titres autorisés à administrer, gérer ou signer pour la Société	OBJET DU COMMERCE Objet de la Société	ETABLISSEMENT principal siège social	SUCCURSALES no Agences	FORMES DE POUVOIR Directeurs de Succursales (Nom, prénom, qualité état civil, nationalité)	ETABLISSEMENTS précédemment enregistrés (dans le présent ou autres tribunaux)	CAPITAL SOCIAL Sommes à verser par les Actionnaires ou Commanditaires	NATURE DE L'ENTREPRISE de la Société Commeçement et Fin	BREVETS D'INVENTION espécifiés	MARQUES DE FABRIQUE dépôtées employées	OBSERVATIONS Régime matrimonial – Information le commerce, liquidation, faillite, rattachement, etc. Cession de commerce
26804	Magasins Dufayel	Prévost Auguste Gustave 16, 18, 18 bis, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100	Objets de commerce	11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100			5 millions de francs	5, 6, 7, 8, 9, 10			Année 1920 Paris	
26805	Magasins Dufayel	Prévost Auguste Gustave 16, 18, 18 bis, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100	Objets de commerce	11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100			5 millions de francs	5, 6, 7, 8, 9, 10			Année 1920 Paris	
26806	Magasins Dufayel	Prévost Auguste Gustave 16, 18, 18 bis, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100	Objets de commerce	11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100			5 millions de francs	5, 6, 7, 8, 9, 10			Année 1920 Paris	

Registre analytique du commerce : pages pour le numéro 26804 concernant les grands magasins Dufayel. Archives de Paris, D33U3 61.

Registre du commerce – Première immatriculation (1920-1954) : Étape 2, [le registre analytique du commerce \(D33U3\)](#)

Folio 26 du registre B5

REGISTRE						ANALYTIQUE					
NOM. PRENOMS. PSEUDONYME. 1° des sociétés en leur qualité de fondateurs, gérants ou administrateurs. 2° des sociétés sans indication de personnalité juridique de leur qualité. 3° des Commissaires aux Comptes.	OBJET DE LA SOCIÉTÉ	SIÈGE SOCIAL	SUCCESSIONS	FORMES DE PRODUIT	ÉTABLISSEMENTS	CAPITAL SOCIAL	NATURE DE LA SOCIÉTÉ	DURÉE	DÉCRET D'INTERVENTION	MARQUE DE FABRIQUE	OBSERVATIONS
64604 Compagnie Générale Transatlantique	Opérations de banque maritime, construction et réparation de navires et de matériel, dépôt, placement de fonds.	6 rue Cuba à Paris 9 ^e	Paris	Directeur Général: Louis Borel. Administrateur: M. H. M. à Paris. Président: Wilson.	Paris	140,862,000	Compagnie				563247

Registre analytique du commerce : page 26 du registre analytique complémentaire B5, pour le numéro 64604, (suite de la Compagnie transatlantique). Archives de Paris, D33U3 1887.

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

Cette nouvelle série débute le 1^{er} mars 1954 (décret-loi du 9 août 1953).

Selon leur ancienneté, les entreprises ont effectué leur ré-immatriculation avant le 31 octobre 1957 ou 1958, au plus tard, pour les personnes morales et avant le 31 octobre 1958 à 1960, au plus tard, pour les personnes physiques.

Le nouveau numéro est constitué des deux derniers chiffres de l'année de la nouvelle immatriculation, suivi :

- de la lettre A et du numéro d'ordre, pour les commerçants,
- de la lettre B et du numéro d'ordre (ex : 57B14484), pour les sociétés,
- de la lettre C et du numéro d'ordre, pour les groupements d'intérêt économique,
- de la lettre D et du numéro d'ordre, pour les sociétés civiles immobilières (ou SCI).

Le nouveau numéro d'immatriculation est reporté en bleu sur le registre analytique (cote D33U3) correspondant à la première immatriculation.

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

REGISTRE							ANALYTIQUE					
NUMERO D'ORDRE et date de l'inscription au Registre commercial	RAISON de COMMERCE Raison sociale Dénomination Enseigne - Firmes	NOM, PRENOMS, PSEUDONYME, Etat-Civil, Qualité, Domicile, Nationalité N° de carte ou titre autorisé à exercer une profession N° des mandats de Canal de Navigation N° des sociétés sans personnalité et personnellement responsables de leur gestion N° des Obligations aux Coopératives	OBJET DE LA SOCIÉTÉ	SIÈGE SOCIAL	ESPECES de l'agence	FONDS DE POUVOIRS Directeurs de Succursales Chen, préposés, caux, etc. Etat-civil, nationalité	ÉTABLISSEMENTS précédemment ou actuellement exploités dans le ressort des tribunaux	CAPITAL SOCIAL APPORTS à la constitution ou par les cotisations ou par les souscriptions ou par les versements ou par les apports ou par les dons de 1945 à 1949	NATURE de la SOCIÉTÉ DURÉE	DECRETS D'INVENTION explicite	MARQUES DE FABRIQUE déposées employées	OBSERVATIONS Régime matrimonial Autorisation de commerce, liquidation, faillite, nantissement. Date de dépôt des Actes - Titre et date du Journal, etc. - Constitution du Commerce.
325 401 B	Brick et Cie	Hélène B. Préfète	Le commerce de la vente de chaussures	Paris 11 ^e		M. Ségis Henin	Paris 11 ^e	100 000 F	Société anonyme			Actes de constitution 17.10.54 Statuts 17.10.54 Ann. Com. 17.10.54 1 ^{er} Recrutement de capital sans dépôt ni publication 9 ^{ème} Acte de 1959 16.7.59 9 ^{ème} Acte de 1961 17.10.61 2 ^{ème} Augm. N° 310 HAS 3/11.10.67 3 ^{ème} Acte de 1967 20.7.67 4 ^{ème} Acte de 1968 20.7.68 5 ^{ème} Acte de 1969 20.7.69 6 ^{ème} Acte de 1970 20.7.70 7 ^{ème} Acte de 1971 20.7.71 8 ^{ème} Acte de 1972 20.7.72 9 ^{ème} Acte de 1973 20.7.73 10 ^{ème} Acte de 1974 20.7.74 11 ^{ème} Acte de 1975 20.7.75 12 ^{ème} Acte de 1976 20.7.76 13 ^{ème} Acte de 1977 20.7.77 14 ^{ème} Acte de 1978 20.7.78 15 ^{ème} Acte de 1979 20.7.79 16 ^{ème} Acte de 1980 20.7.80 17 ^{ème} Acte de 1981 20.7.81 18 ^{ème} Acte de 1982 20.7.82
												57 B 14484

1^{ère} immatriculation :
325 401 B

2^{ème} immatriculation :
57B 14484

Registre analytique du commerce : pages correspondant au numéro 325 401 B (1^{ère} immatriculation) pour les Établissements Brick et Cie, avec en bleu le numéro de la deuxième immatriculation : 57B 14484. Archives de Paris, D33U3 1480.

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

Après février 1954, il n'existe plus de registre analytique synthétisant les informations relatives aux établissements. C'est la consultation des fichiers (répertoire III.8.5 en salle de lecture) qui permet d'obtenir le numéro d'immatriculation, l'adresse et les années des modifications apportées aux commerces et sociétés.

-Fichier des commerçants et des gérants de sociétés (1954-1982), coté [3223W](#),

-Fichier des entreprises radiées ou non radiées (commerces, sociétés commerciales, GIE, SCI et groupements fonciers), immatriculées entre 1954 et 1982, coté [3224W](#),

-Fichier des commerçants et sociétés commerciales radiés avant 1982, coté [3338W](#).

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

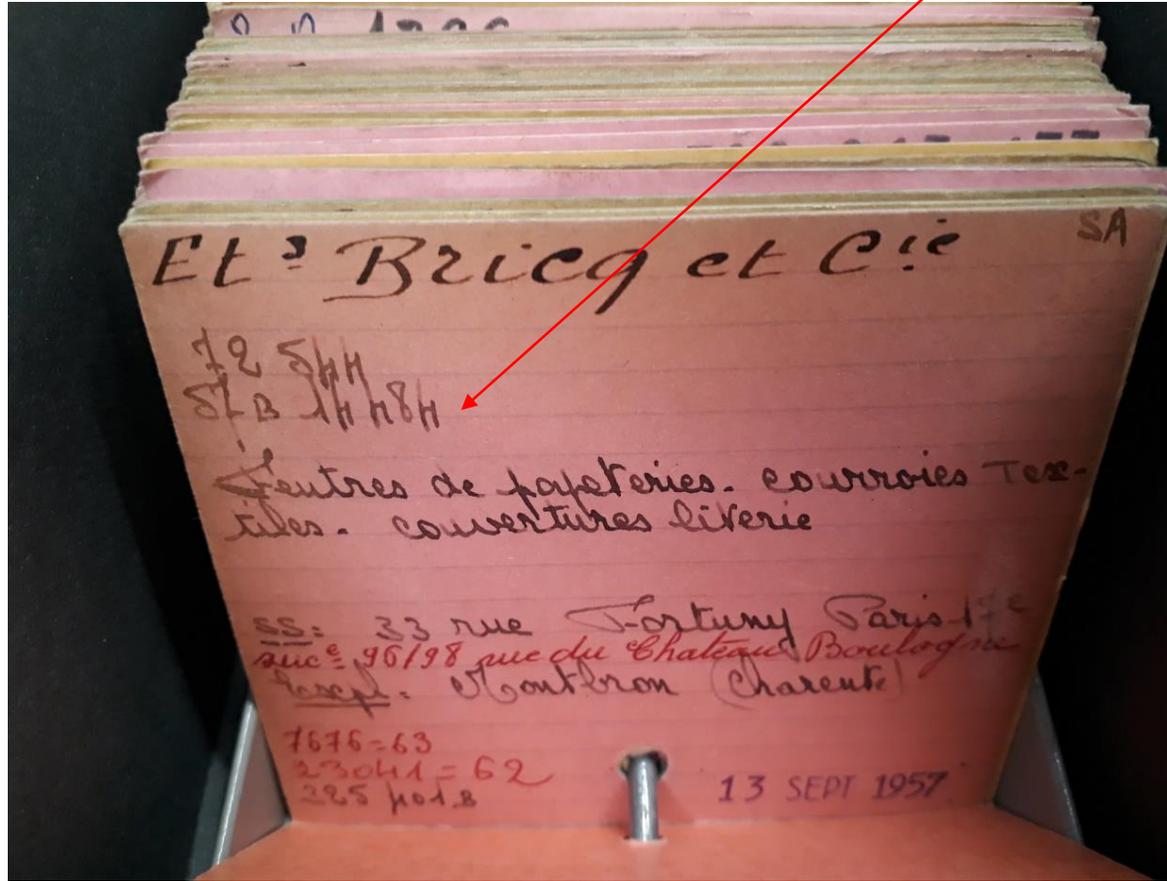
- les fiches roses concernent les sociétés (immatriculation associée à la lettre B) et les fiches jaunes ou orange, les commerçants (immatriculation avec la lettre A).
- une fiche non rayée (voir page suivante) indique que la société existait au moins **jusqu'en 1982**. Les chiffres indiqués correspondent à des références de modifications, survenues et enregistrées par le tribunal de commerce.
- une fiche barrée, relative à une société en exercice **entre 1954 et 1975**, conduit à vérifier s'il existe un dossier de société radiée.

Si la société a été radiée **avant 1975**, la recherche pourra être poursuivie avec les actes déposés et regroupés en dossier par numéro d'immatriculation (cote [1805W](#), voir rubrique actes de de sociétés).

Pour les sociétés radiées **après 1975**, la recherche se poursuit auprès des tribunaux de commerce de Paris ou des départements de l'ancien département de la Seine.

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

Exemple de fiche : la société à rechercher porte le numéro **57B 14484**. La consultation de l'instrument de recherche [3224W](#) (répertoire III.8.5 en salle de lecture) permet de déterminer quelle cote commander pour accéder à ce fichier (3224W 98).



Fiche de la seconde immatriculation le 13 septembre 1957 des Ets Bricq et Cie (n° 57B 14484) et modifications postérieures. Archives de Paris, 3224W 98.

Registre du commerce – Deuxième immatriculation (1954-1982)

Pour la période **postérieure à 1982**, Il est possible d'interroger en ligne :

- le site du [greffe du Tribunal de commerce de Paris](#)
- le site [Infogreffe](#) (plateforme de services en ligne du Groupement d'intérêt économique des greffes des tribunaux de commerce français)

À noter :

- Depuis 1973 les entreprises doivent également s'inscrire au répertoire national tenu par l'INSEE avec l'attribution d'un numéro d'identité ou identifiant d'établissement (actuels numéros SIREN et SIRET).
- Le registre du commerce a fait l'objet de plusieurs révisions (notamment en 1984).
- Enfin un [Registre national du commerce et des sociétés](#) (RNCS) est tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), centralisant toutes les formalités déposées par les entreprises (inscriptions et dépôts d'actes), depuis 1954.

Il est également possible d'effectuer en ligne, une demande d'information ou d'actes, pour la période postérieure à 1954.

À partir de 1994, les dossiers sont accessibles gratuitement en ligne sur le [portail data de l'INPI](#).

Registre des métiers ou des artisans (1936-1962)

Ce registre spécial est institué en **1936** pour l'inscription des artisans (loi du 27 mars 1934, décret du 14 août 1936).

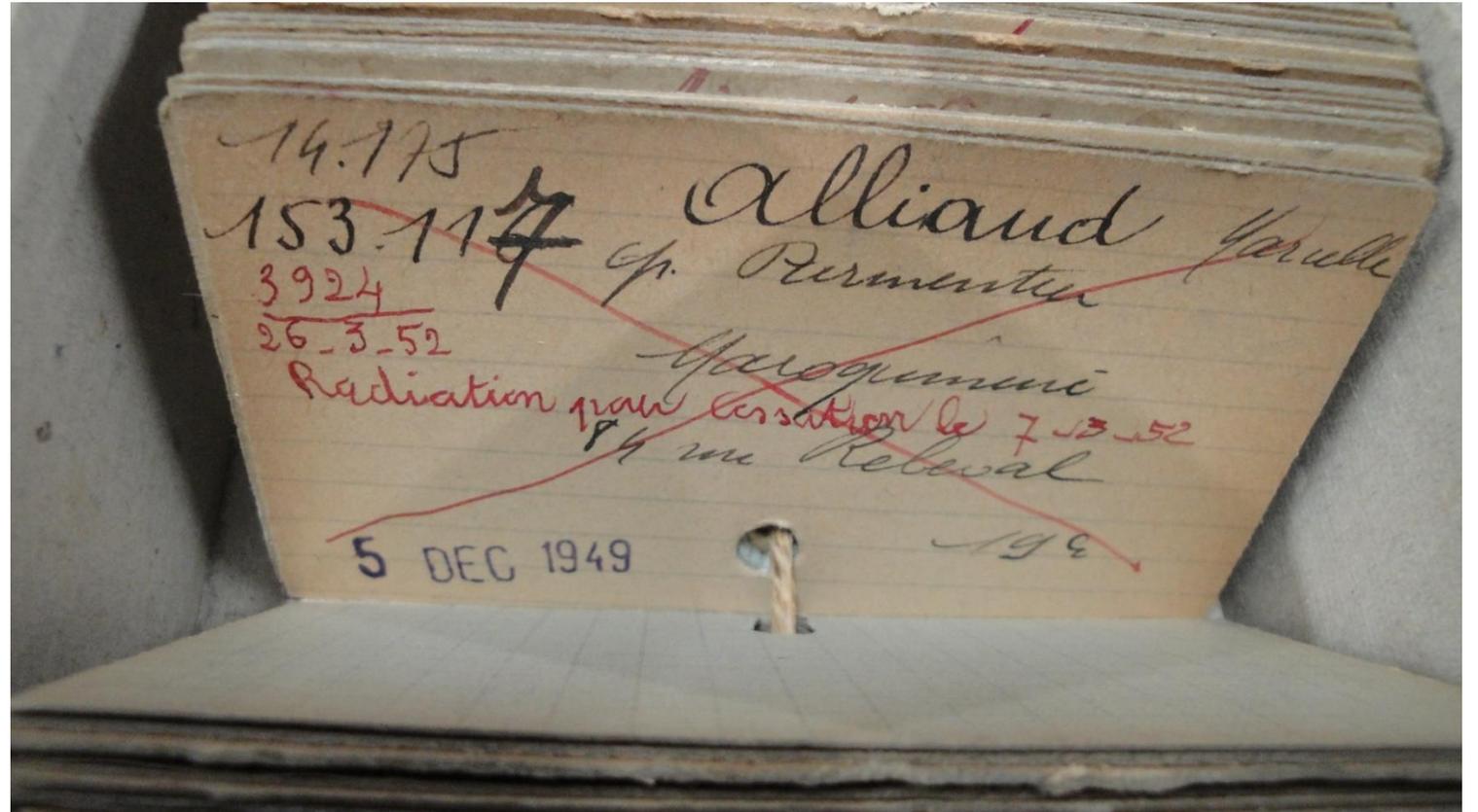
Le numéro d'immatriculation doit figurer sur tous les documents professionnels des intéressés.

En parallèle, les artisans inscrits sur la liste des électeurs de la chambre de commerce doivent être inscrits au registre du commerce.

Sa tenue est calquée sur celle du registre du commerce ; répertoire III.8.5 en salle de lecture :

- Fichier alphabétique des artisans immatriculés (1936-1962), coté [2162W](#), (certains tiroirs manquants sont indiqués en « déficit » dans l'instrument de recherche).
- Registre analytique d'immatriculation des artisans (1936-1962), coté [2163W](#).

Registre des métiers (1936-1962)



Fiche d'inscription concernant la maroquinerie Marcelle Alliaud épouse Parmentier, immatriculée le 5 décembre 1949 sous le numéro 153117. Archives de Paris, 2162W 6.

Registre des métiers (1936-1962)

N° d'ordre et date de l'enregistrement au registre chronologique 1	Noms, Prénoms, État-Civil nationalité des artisans, éventuellement numéro, date, lieu de délivrance de la carte d'identité spéciale d'artisan étranger 2	NOM sous lequel le métier est exercé éventuellement surnom, pseudonyme 3	OBJET DU MÉTIER 4	ÉTABLISSEMENT 5	
				PRINCIPAL	ÉTABLISSEMENT
5 DEC 1949 14175	Mme Parmentier née Alliaud Marcelle le 3 Avril 1898 à Paray-le-Française	Mme Parmentier	Maroquinerie	24, rue de Pénel	Paris 19^e
5 DEC 1949 14176	Huguenet André Marie Georges né le 27 Juillet 1904 à Fresnay (Drué)	A Huguenet	Reparations automobiles	29, rue François-Rain	

NOMBRE (a) Compagnons (b) Apprentis 7	Établissements précédemment exploités 8	Date du commencement d'exploitation du fonds artisanal 9	Brevets d'invention exploités 10	Marques de fabrique déposées employées 11	OBSERVATIONS 12
					Régime matrimonial, acte d'émancipation, autorisation maritale, liquidation, faillite, nantissement, privilège, etc. Cessation d'exploitation du fonds artisanal.
		23 Mai 1949			Communauté Légale 3984 - 26.3.52 Radiation pour faux de son époux le 7-3-1952
a 1		21.11.1949			Communauté Légale

Registre analytique des métiers, immatriculation n°153117, concernant la maroquinerie de Marcelle Parmentier née Alliaud. Archives de Paris, 2163W 117.

Registre des métiers (1936-1962)

À compter du **15 juillet 1962**, le registre des métiers est remplacé par un répertoire tenu localement par les chambres des métiers (décret du 1^{er} mars 1962). Un répertoire national des métiers est géré actuellement par CMA France (établissement public fédérateur du réseau des Chambres du métiers et de l'artisanat).

À titre d'exemple pour Paris, il est possible d'obtenir un extrait d'immatriculation ou de radiation sur le site de la [Chambre des métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France / Paris](#).

À noter : Un [registre national des entreprises](#), a été créé par l'ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021. Ce registre unique dématérialisé, tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), sera disponible, en ligne, à compter du 1^{er} janvier 2023. Il est destiné à centraliser les données concernant l'ensemble des entreprises commerciales, artisanales, agricoles, individuelles ou encore des professions libérales.

03

Actes de sociétés

Enregistrement, actes et dossiers

Enregistrement des actes - Juridiction consulaire (1680-1792)

La juridiction consulaire est créée à Paris en novembre 1563 par un édit royal instituant 1 juge et 4 consuls de marchands. Élus par leurs pairs au sein des 6 corps de marchands et des communautés des métiers, leur compétence concerne tout litige entre les commerçants ou relatif à des actes de commerce.

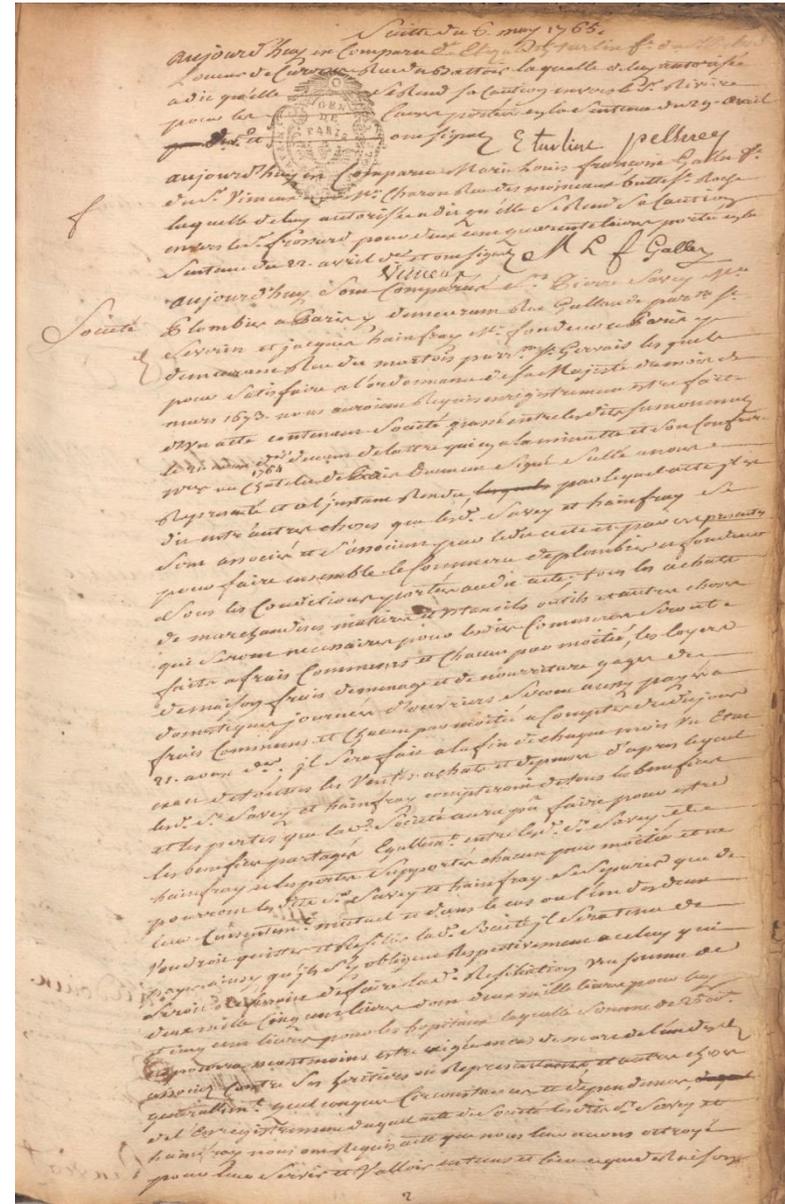
Concernant l'enregistrement des actes de société, l'ordonnance de 1673 prévoit l'enregistrement d'un extrait pour tous les actes de constitution, de prolongation, de modification et de dissolution.

Ces résumés d'actes doivent comprendre notamment les noms et qualités des associés et la durée de la société. Quand l'acte est passé devant un notaire, le nom de ce dernier est indiqué. En outre, l'extrait doit faire l'objet d'une publicité par voie d'affichage dans un lieu public.

La sous-série [D3B6](#) comprend l'enregistrement par la juridiction consulaire de **procès-verbaux de cautionnement et d'actes de sociétés sous la forme de registres d'actes classés chronologiquement**, jusque dans les premières années du tribunal de commerce (**de 1680 à 1805**).

L'instrument de recherche **III.1.2**, consultable uniquement en salle de lecture en version papier, comprend en annexe des exemples transcrits d'extraits d'actes de société entre 1718 et 1786.

Enregistrement des actes - Juridiction consulaire (1680-1792)



Enregistrement du 6 mai 1765 concernant l'acte de société passé devant Delattre notaire le 21 août 1764, entre Pierre Savey, maître plombier rue Galande et Jacques Hainfray, maître fondeur rue du Martroi. Archives de Paris, D3B6 66.

Enregistrement des actes - Tribunal de commerce (1792 - 1937-1938)

Le tribunal de commerce de Paris est créé le 27 janvier 1791 et son installation a lieu le 11 mai 1792. Il succède à la juridiction consulaire et reprend ses compétences pour les contentieux entre commerçants et toutes personnes faisant actes de commerce en application du code en date du 14 septembre 1807, révisé le 18 septembre 2000.

Le dépôt des actes de constitution, de modification et de dissolution des sociétés doit être établi au greffe du tribunal de commerce. Cette fonction permet d'assurer une publicité à l'égard des tiers.

Il peut s'agir d'expéditions d'actes notariés ou d'exemplaires d'actes sous seing privé :

- **actes de constitution** : procès-verbaux d'assemblées générales constitutives, statuts, déclaration de souscription d'actions et de versement d'apports, etc. ;
- **actes de modification** : modification des statuts, changement de raison sociale, augmentation de capital, cession de droits, prorogation de délai, etc. ;
- **actes de dissolution** : retrait d'associé, mise en liquidation, nomination d'un liquidateur judiciaire, cession de droits sociaux (actions ou parts sociales) ou de fonds de commerce, etc. ;

Enregistrement des actes - Tribunal de commerce (1792 - 1937-1938)

La sous-série [D32U3](#) regroupe **l'enregistrement des actes de 1740 à 1937-1938** (selon le type de société) ; répertoire III.8.4 en salle de lecture.

Le premier registre coté **D32U3 1** concerne également des enregistrements effectués entre 1740 et 1828 auprès de la juridiction consulaire puis du tribunal de commerce : il s'agit d'une table alphabétique par noms d'individus ou de société, des dépôts d'actes de société, dissolutions, émancipations, cautions etc. Ensuite l'enregistrement des actes est chronologique jusqu'en **1863. À partir de cette date** le classement est réparti chronologiquement et par forme juridique d'entreprise ou par catégorie d'acte (jusqu'en 1937 ou 1938 pour les actes de constitution, de modification ou de dissolution).

Des répertoires alphabétiques sont généralement présents à la fin des registres d'enregistrement des actes. S'il n'y en a pas, à partir de 1900, consulter les tables récapitulatives cotées à part et existant pour certaines tranches d'années (voir vue suivante).

En regard du nom recherché, le répertoire indique la date de dépôt et le numéro de greffe. Ces informations permettent d'accéder à l'enregistrement de l'acte, puis de rechercher l'acte dans la collection des actes de société (sous-série [D31U3](#)).

Ont également été déposés de façon plus fragmentaire, d'autres types d'actes (1864-1942) : bilans, balances de comptes, extraits de jugement d'émancipation et d'autorisation commerciale, actes relatifs à des procurations ou à des cautions, contrats de mariage, extraits de jugement de divorces, de séparation de corps ou de biens, D32U3 224-255.

Enregistrement des actes - Tribunal de commerce (1792 - 1937-1938)

D.32U³ 81-134,
256-292

Sociétés en nom collectif et en commandite simple¹

1898-1937

D.32U ³ 285	20 décembre 1924-23 février 1925
D.32U ³ 286	23 février 1925-11 mai 1925
D.32U ³ 287	11 mai 1925-25 juillet 1925
D.32U ³ 288	25 juillet 1925-12 novembre 1925
D.32U ³ 289	12 novembre 1925-18 mars 1926
D.32U ³ 290	18 mars 1926-23 juillet 1926
D.32U ³ 291	23 juillet 1926-28 décembre 1926
D.32U ³ 292	28 décembre 1926-3 mai 1927
D.32U ³ 114	Répertoires alphabétiques de l'enregistrement des actes de société 10 novembre 1921-3 mai 1927 ⁶
D.32U ³ 115	3 mai 1927-17 septembre 1927
D.32U ³ 116	17 septembre 1927-4 janvier 1928
D.32U ³ 117	4 janvier 1928-19 mars 1928
D.32U ³ 118	8 juin 1928-11 septembre 1928
D.32U ³ 119	11 septembre 1928-21 décembre 1928
D.32U ³ 120	21 décembre 1928-4 mai 1929
D.32U ³ 121	4 mai 1929-7 janvier 1930
D.32U ³ 122	7 janvier 1930-31 juillet 1930
D.32U ³ 123	31 juillet 1930-8 avril 1931
D.32U ³ 124	8 avril 1931-22 décembre 1931
D.32U ³ 125	22 décembre 1931-15 juillet 1932
D.32U ³ 126	16 juillet 1932-13 février 1933
D.32U ³ 127	14 février 1933-31 août 1933
D.32U ³ 128	31 août 1933-13 février 1934
D.32U ³ 129	13 1934-20 septembre 1934
D.32U ³ 130	20 septembre 1934-22 mars 1935
D.32U ³ 131	22 mars 1935-6 décembre 1935
D.32U ³ 132	6 décembre 1935-15 septembre 1936
D.32U ³ 133	15 septembre 1936-31 mai 1937

Inventaire des enregistrements des actes de sociétés (1740-1937/1938) : cote du carton correspondant aux répertoires alphabétiques de l'enregistrement pour les sociétés non anonyme. Archives de Paris, D32U3.

Enregistrement des actes - Tribunal de commerce (1792 - 1937-1938)

Mois + année

Jour | n° d'enregistrement | nom du déposant

Dépôt du 18 juin 1919, acte numéro 1495, Vionnet

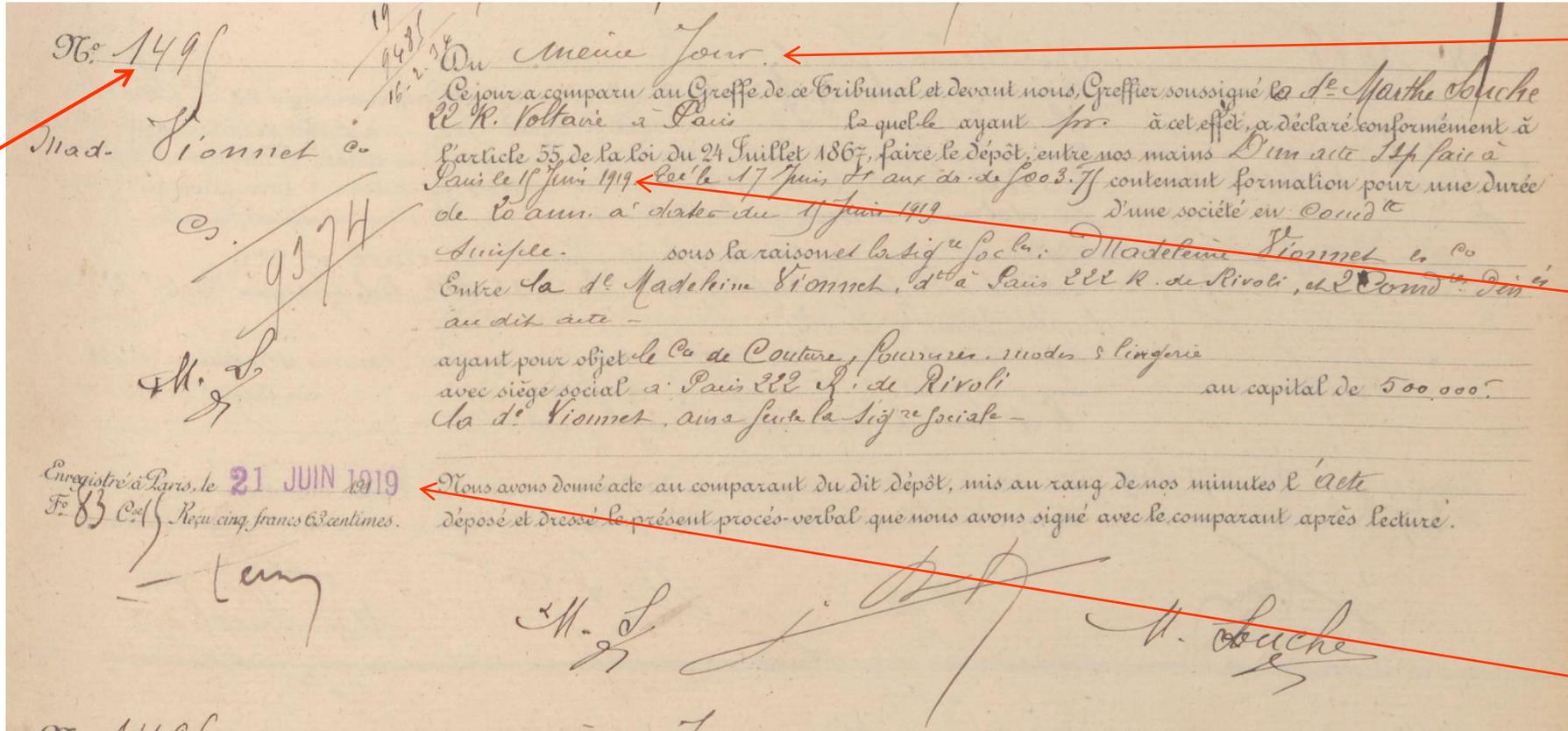
Le répertoire alphabétique situé en fin de volume du registre d'enregistrement des actes de société, indique les références (n°1495) permettant de retrouver l'enregistrement de l'acte situé dans le même volume (vue suivante).

Mois + année	Jour	n° d'enregistrement	nom du déposant
Juin 1919	2	1346	Veuve Gatin & Noujain
	7	1400	Veuve Ritter u Barak
	10	1414	Varnier Co
	10	1404	Yerecke Dunman. Klop
	10	1407	Yervial Co
	11	1420	Yaloris Co
	18	1491	Veuve Lesmurepuy
	18	1495	Vionnet Co
	20	1519	Veuve Marillier & Kaminski
	24	1560	Xieux Henri Co
	27	1603	Viard Co
	"	1608	Veuve Richard Co
	"	1678	
	4	1688	Vissère Co

Registre d'enregistrement des actes de société : répertoire alphabétique en fin de volume. Archives de Paris, D32U3105

Enregistrement des actes - Tribunal de commerce (1792 - 1937-1938)

Numéro 1495



« Du même jour » :
ici la date du 18 juin
est celle indiquée
dans le procès-
verbal du dépôt
précédent.

La date de l'acte
initial (15 juin 1919)
est généralement
antérieure à celle
de son dépôt
auprès du tribunal
de commerce.

Date de
l'enregistrement
auprès des services
fiscaux (21 juin 1919).

Registre d'enregistrement des actes de société : procès-verbal d'enregistrement de l'acte sous seing privé n° 1495 concernant la formation de la société en commandite Madeleine Vionnet et C^{ie}, en date du 15 juin et déposé le 18 juin 1919 au greffe du tribunal de commerce de Paris. Archives de Paris, D32U3 105.

Actes de sociétés - Tribunal de commerce (1800-1975/76)

Ces actes ne concernent que les sociétés. Aucun acte relatif à un commerce (immatriculation en A) n'existe dans ce fonds.

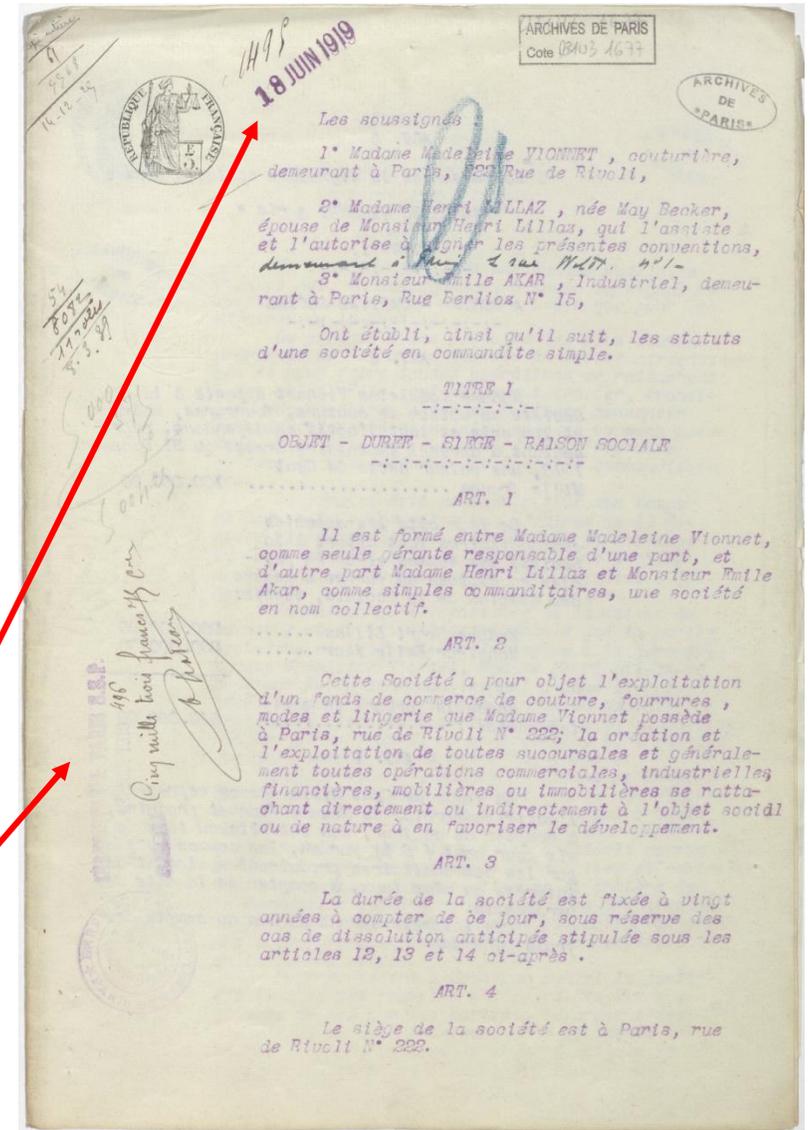
- **1800 - août 1936**

Avec la date et le numéro de dépôt de l'acte par la société, l'acte lui-même peut être trouvé dans la sous-série **D31U3** (articles 1 à 4447 ; répertoire III.8.4 en salle de lecture) qui répartit les actes de sociétés selon les époques et les rubriques vues précédemment pour leur enregistrement. Les numéros de greffe portés sur le RC ne permettent pas d'accéder directement aux actes.

Acte n°1495 enregistré le 18 juin 1919 auprès du greffe du tribunal de commerce.

Acte enregistré sous seing privé (SSP) à Paris [auprès du service fiscal compétent].

Acte sous seing privé n° 1495 : formation de la société en commandite Madeleine Vionnet et Cie, daté du 15 juin et déposé le 18 juin 1919 au greffe du tribunal de commerce de Paris.. Archives de Paris, D31U3 1677.



Actes de sociétés - Tribunal de commerce (1800-1975/76)

- **Août 1936-1975** ; répertoire III.8.5 en salle de lecture

À partir de 1936, les actes sont rassemblés « en dossier » par société, avec le numéro RC comme identifiant et conservés aux Archives de Paris pour les sociétés ayant cessé leur activité **avant 1975**.

Rechercher la cote à réserver* pour consulter le dossier des actes déposés par la société recherchée (dossiers conservés sur notre site annexe) :

-Sociétés immatriculées entre 1936 et février 1954, radiées entre 1937 et 1975 - **série non exhaustive** = cotes [D31U3_4448-6060](#) ;

-Sociétés immatriculées après février 1954, radiées entre 1954 et 1975 (1968-1976 pour les GIE) = cotes [1805W 1 à 3578](#), classement par numéro d'immatriculation et année de radiation.

Les dossiers des sociétés radiées après 1975 (dossiers clos) sont à rechercher auprès du tribunal de commerce de Paris.

Les dossiers des sociétés non radiées au moment de la création des greffes de commerce, de la petite couronne (1980 Nanterre ; 1980 Créteil ; 1988 Bobigny) ont été transférés aux greffes de ces nouveaux tribunaux de commerce. Par exemple, les actes des sociétés du Val de Marne radiées entre 1976 et 1979 sont forcément conservées par le tribunal de commerce de Paris.

* Pour la procédure de réservation, [voir ici](#)

Actes de sociétés – Justice de paix (1867-1936)

Pour la période **1867 à 1936**, les actes devaient être aussi déposés auprès du juge de paix de l'arrondissement du siège social de la société, où la société possède une maison de commerce ou une succursale. Consulter les **instruments de recherche** correspondants à l'arrondissement pour voir si l'année recherchée est représentée ou/et si un répertoire permet de vérifier la présence de l'acte recherché et sa date de dépôt auprès de la justice de paix. Il n'existe pas d'actes de sociétés déposés pour les 1^{er}, 10^e et 13^e arrondissements.

Enregistrement du dépôt de la société Bénasteau et C^{ie}, 11 mai 1910.

Date	Type d'acte	Nom	Date	Montant
1867	3 mai	Société	23 mai 1867	
1867	3 mai	Commission rogatoire	4 mai 1867	
1867	3 mai	Interdiction	9 mai 1867	
1867	3 mai	Dépôt de société	9 mai 1867	
1867	4 mai	Déclaration	9 mai 1867	
1867	4 mai	Acte de dépôt	9 mai 1867	
1867	4 mai	Dépôt de société	23 mai 1867	
1867	4 mai	Interdiction	9 mai 1867	
1867	6 mai	Rég. et Ordonnance	9 mai 1867	
1867	6 mai	P.V. Société	9 mai 1867	
1867	6 mai	Etat répartition (S.A.)	9 mai 1867	
1867	6 mai	Council	77 mai 1867	
1867	7 mai	Emancipation	25 mai 1867	
1867	7 mai	Historique	77 mai 1867	
1867	7 mai	Historique	77 mai 1867	
1867	7 mai	Rég. et Ordonnance	77 mai 1867	
1867	7 mai	P.V. Société	77 mai 1867	
1867	7 mai	Historique	25 mai 1867	
1867	7 mai	Historique	25 mai 1867	
1867	7 mai	Interdiction	11 mai 1867	
1867	7 mai	Council	77 mai 1867	
1867	7 mai	Historique	25 mai 1867	
1867	7 mai	Enquête (accusé)	77 mai 1867	
1867	7 mai	P.V. Société	77 mai 1867	
1867	7 mai	Déclaration	77 mai 1867	
1867	7 mai	Etat répartition (S.A.)	77 mai 1867	
1867	7 mai	Interdiction	77 mai 1867	
1867	7 mai	P.V. Société	77 mai 1867	
1867	7 mai	Dépôt de société	23 mai 1867	

Répertoire de la justice de paix du 4^e arrondissement, 1910. Archives de Paris, D7-9U1 192.

04

Procédures collectives

Faillites, liquidations judiciaires, etc.

Procédures collectives – Faillites (1676-1792)

Une **procédure collective** est une **procédure** qui place une entreprise en difficulté sous contrôle judiciaire pour organiser le règlement de ses créances. Elle rassemble tous les créanciers et les prive du droit d'agir individuellement, d'où l'emploi du terme « collectif ».

Juridiction consulaire (1676-1792)

En complément de l'édit de 1563, l'ordonnance de mars 1673 sur le commerce régit les compétences des juge-consuls, leur attribuant notamment le contrôle des livres comptables des justiciables et l'instruction des faillites.

-Le ressort de cette juridiction est fixé en fonction de la proximité du domicile du débiteur ou du lieu de la transaction.

Le Parlement juge en appel les affaires d'une valeur supérieure à 500 livres ; les banqueroutes frauduleuses relèvent des procédures criminelles.

-Pour les faillites, les compétences de la juridiction consulaire se rapportent à la vérification des créances, des états des dettes et des registres des comptes.

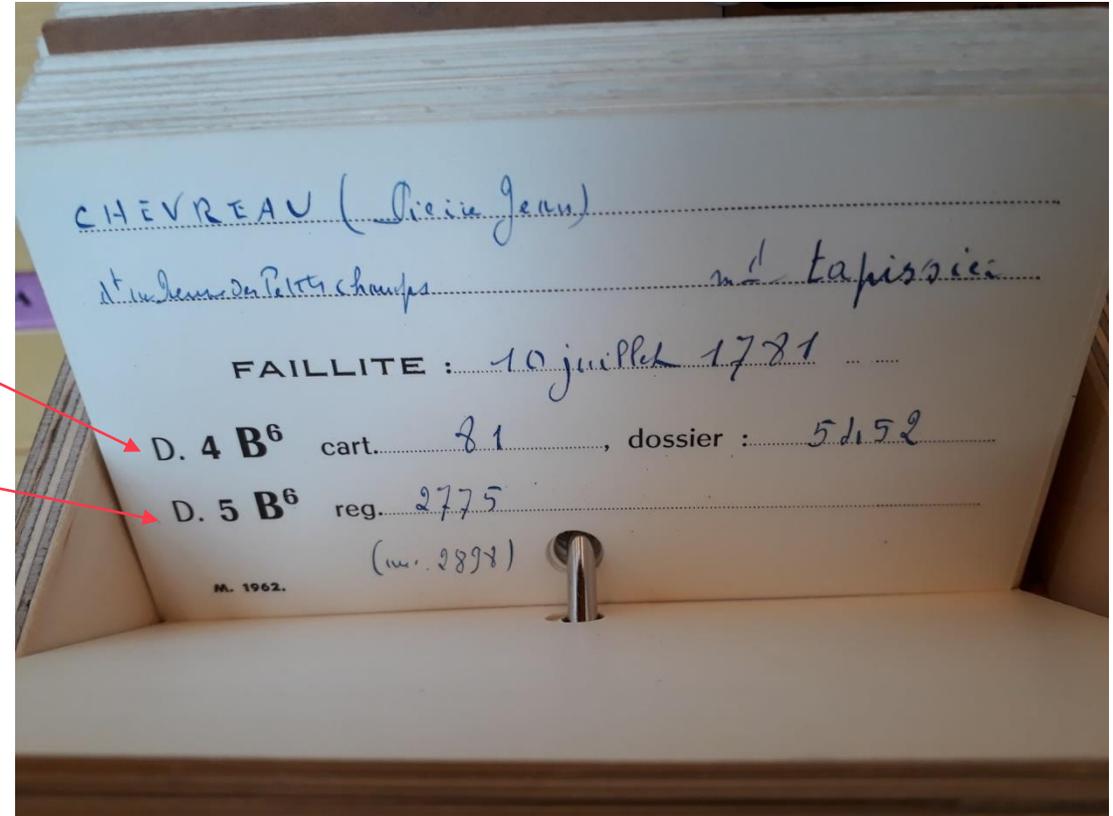
La recherche d'une procédure de faillite peut s'effectuer par l'intermédiaire de **deux fichiers (papier) des faillis**, consultables en salle de lecture (dans la salle des archives numérisées), classés par ordre alphabétique et par profession, facilitant ainsi les recherches. Ces fiches renvoient aux dossiers de procédure et aux livres des commerçants faillis.

Procédures collectives – Faillites (1676-1792)

Jurisdiction consulaire (1676-1792) - Fichier

Fiche concernant la faillite de Pierre Jean Chevreau marchand tapissier, indiquant :

- la cote du dossier de procédure (D4B6 81, dossier 5452)
- La cote du livre de comptes (D5B6 2775)



Fichier des faillites et liquidations judiciaires consultable en salle de lecture.

Procédures collectives – Faillites (1676-1792)

Jurisdiction consulaire (1676-1792) – dossier de procédure

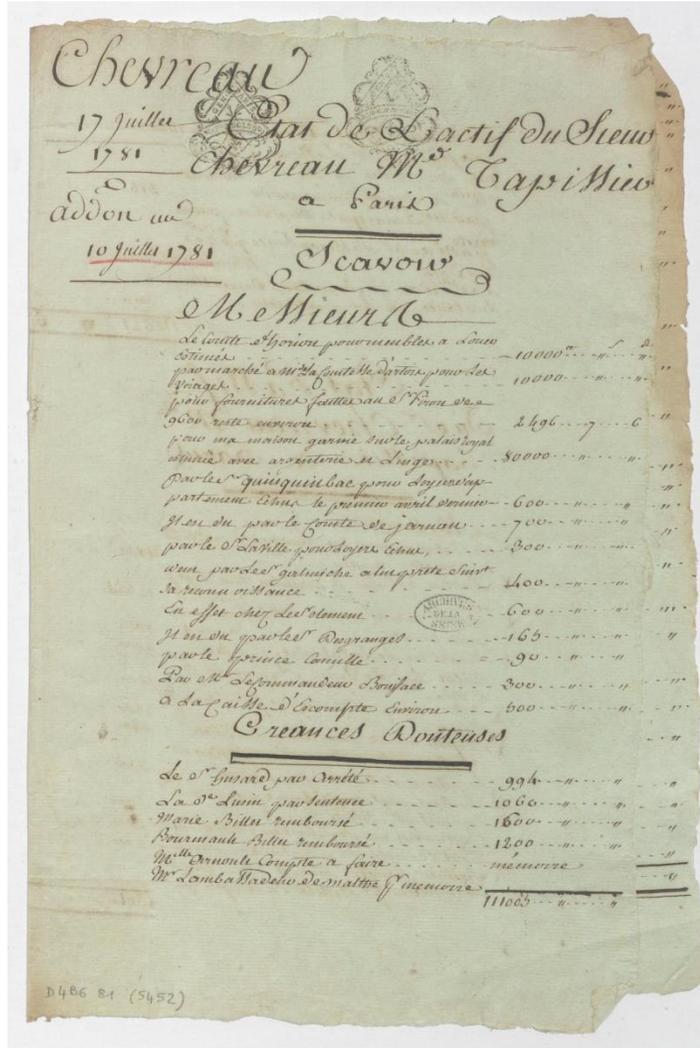
Les 8121 dossiers de procédure des faillites du 13 avril 1695 au 10 mai 1792, sous-série [D4B6](#) ; répertoire III.1.2 en salle de lecture, sont classés chronologiquement et concernent la phase d’instruction de la faillite.

Ils peuvent comprendre des états des dettes, des procurations, des bilans, des procès-verbaux d’assemblée avec les créanciers.

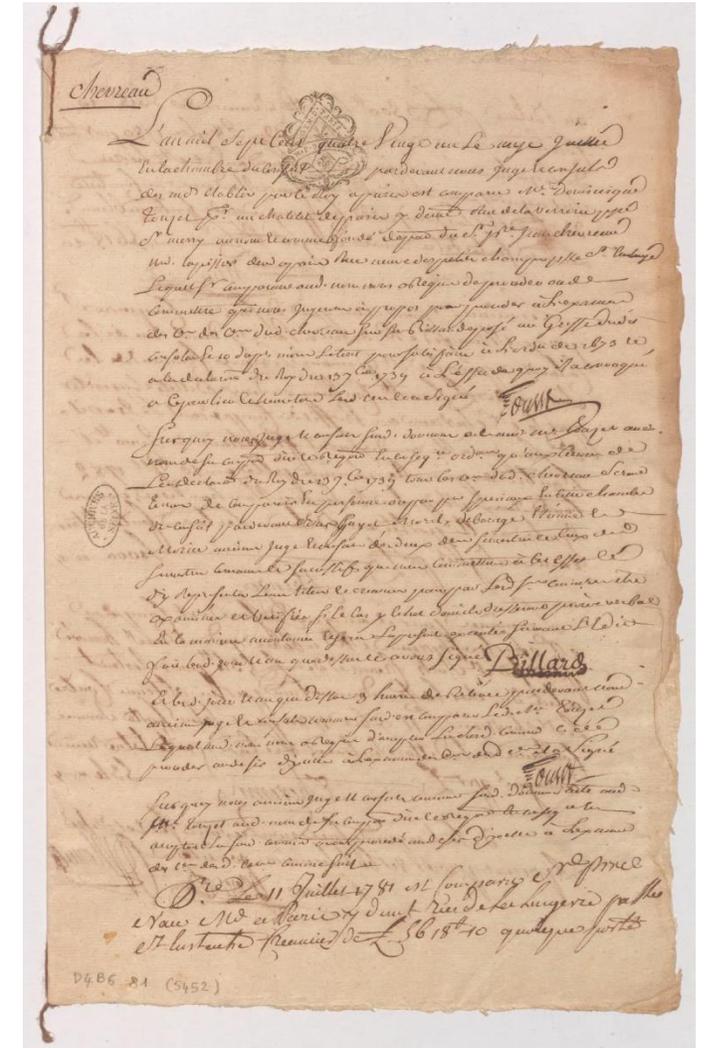
En général la procédure aboutit à un contrat d’atermoiement (c’est-à-dire un délai de paiement accordé au débiteur), passé devant un notaire et homologué par les juges royaux (au Châtelet principalement).

Procédures collectives – Faillites (1676-1792)

Juridiction consulaire (1676-1792) – dossier de procédure



Dossier de faillite de Pierre Jean Chevreau, marchand tapissier demeurant rue Neuve-des-Petits-Champs, ouvert le 10 juillet 1781 : état des dettes actives et passives et procès-verbal d'audience (dossier n° 5452). Archives de Paris, D4B6 81.



Procédures collectives – Faillites (1676-1792)

Juridiction consulaire (1676-1792) – Livres de compte et correspondance des commerçants faillis

La sous-série **D5B6** représentant environ 200 ml est complémentaire de la précédente et couvre la période 1676-1808.

- [Répertoire numérique - volume 1](#)
- [Répertoire numérique - volume 2](#)

Elle concerne les livres de comptes et les registres de correspondance tenus par les commerçants faillis et déposés à la juridiction consulaire (puis au tribunal de commerce) pour l’instruction des faillites.

La tenue de ces deux typologies de documents par les négociants et marchands a été rendue obligatoire à la suite de l’ordonnance de 1673.

En dehors de leur intérêt pour l’histoire économique, leur aspect esthétique n’est pas négligeable car ils comprennent souvent des reliures originales avec des matériaux de réemploi comme des parchemins.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Le tribunal de commerce succède à la juridiction consulaire pour instruire les procédures de faillite, régies par le titre III du code de commerce de 1807.

La faillite commence initialement à la date de cessation de paiement, puis, à partir de 1838, à la date du jugement déclaratif de faillite inséré dans une publication officielle d'annonces légales (comme **Les Petites affiches** ou **Les Affiches parisiennes**).

Aux Archives de Paris, **la Gazette des tribunaux** (conservée sous la cote [PER 1416](#), pour la période 1825-1945) peut également permettre cette recherche.

L'annonce peut indiquer le numéro d'enregistrement au greffe permettant d'accéder directement au registre d'inscription et/ou au dossier d'une faillite.

Voir aussi l'information relative au **Dictionnaire des faillites** (1848-1914) [en partie 1](#).

Procédures collectives – Faillites (1792-1881)

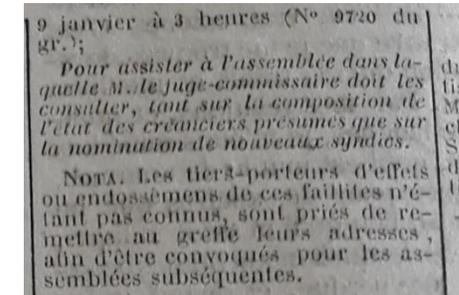
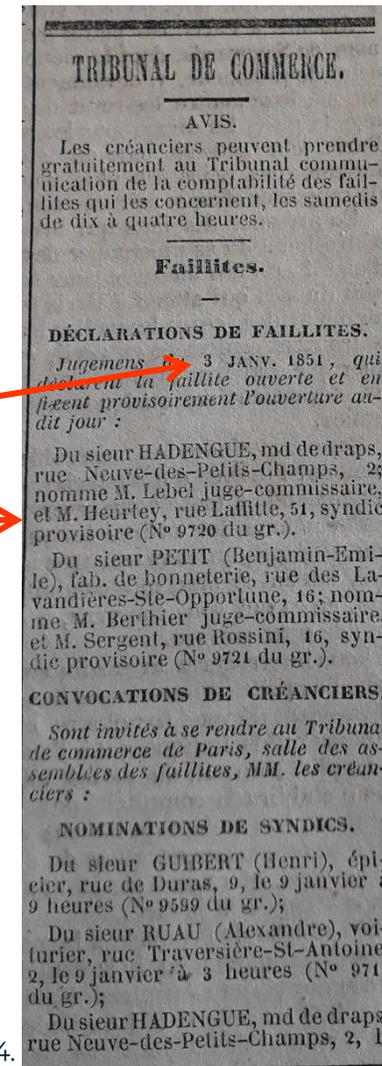
Tribunal de commerce –

Chercher le n° d'enregistrement d'une faillite (1792-1881)

Avis concernant la faillite de Benjamin Émile Hadengue, marchand de draps, 2 rue Neuve-des-Petits-Champs.

Numéro du greffe : 9720

- Déclaration de faillite (jugement du 3 janvier 1825)
- Nomination d'un syndic



Cazette des tribunaux, 5 janvier 1825. Archives de Paris, PER1416 34.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le n° d’enregistrement d’une faillite (1792-1981)

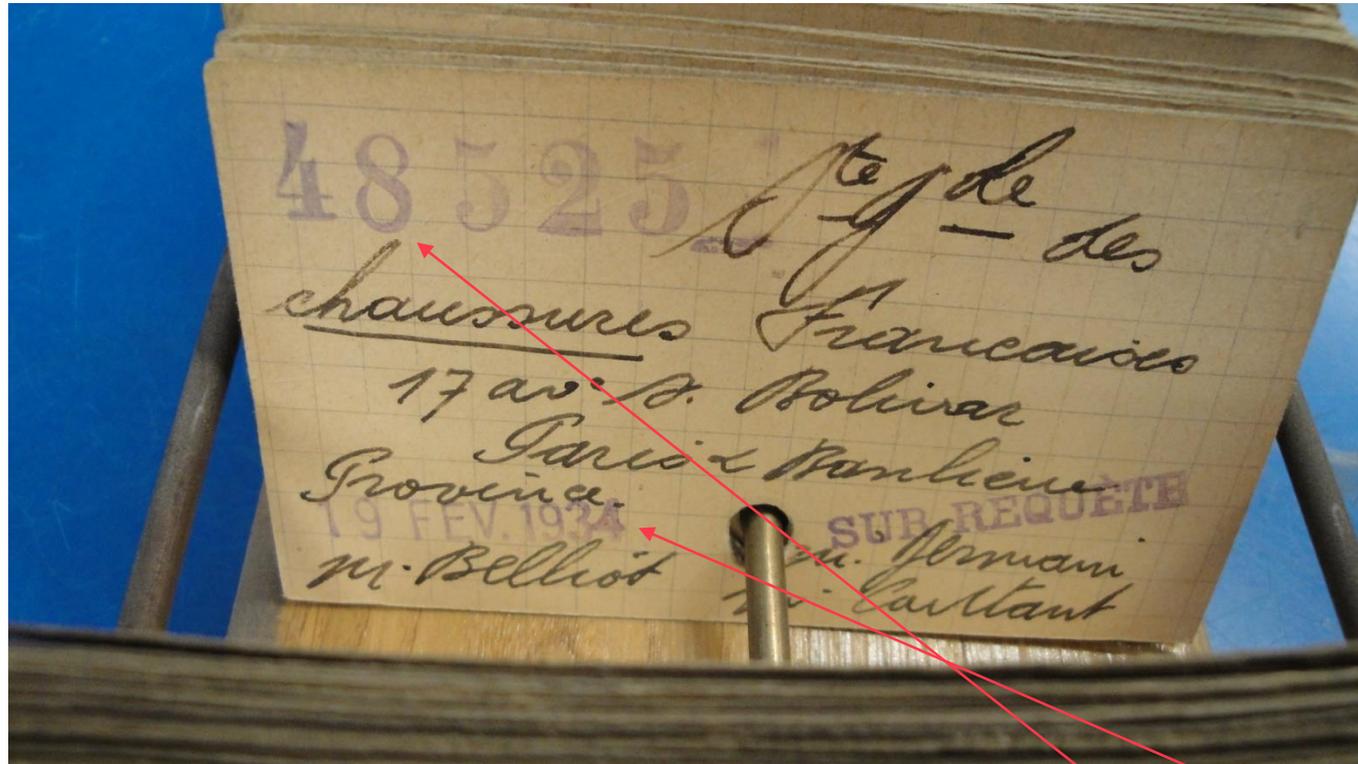
Il est aussi possible de retrouver le numéro d’enregistrement d’une faillite par l’intermédiaire de fichiers, pouvant comporter des lacunes, tenus par le tribunal de commerce ; répertoire III.8.2 en salle de lecture :

- Période 1800-1941, sous-série [D12U3](#)
- Période 1956-1981, cotes [1505W 1068 à 1076](#)

Des fichiers complémentaires réalisés par le personnel des Archives de Paris sont consultables en salle de lecture. Ils sont classés par ordre alphabétique et par profession de 1792 à 1807, puis uniquement par profession de 1808 à 1935.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le n° d'enregistrement d'une faillite (1792-1981)



Fichier des faillites du tribunal de commerce
Société générale des chaussures françaises, fiche d'inscription de la faillite n° 48525 (19 février 1934).
Archives de Paris, D12U3 248.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le n° d’enregistrement d’une faillite (1792-1981)

Par défaut, principalement pour le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, il conviendra d’effectuer la recherche dans les **registres chronologiques d’inscription des faillites** ; répertoire III.8.2 en salle de lecture :

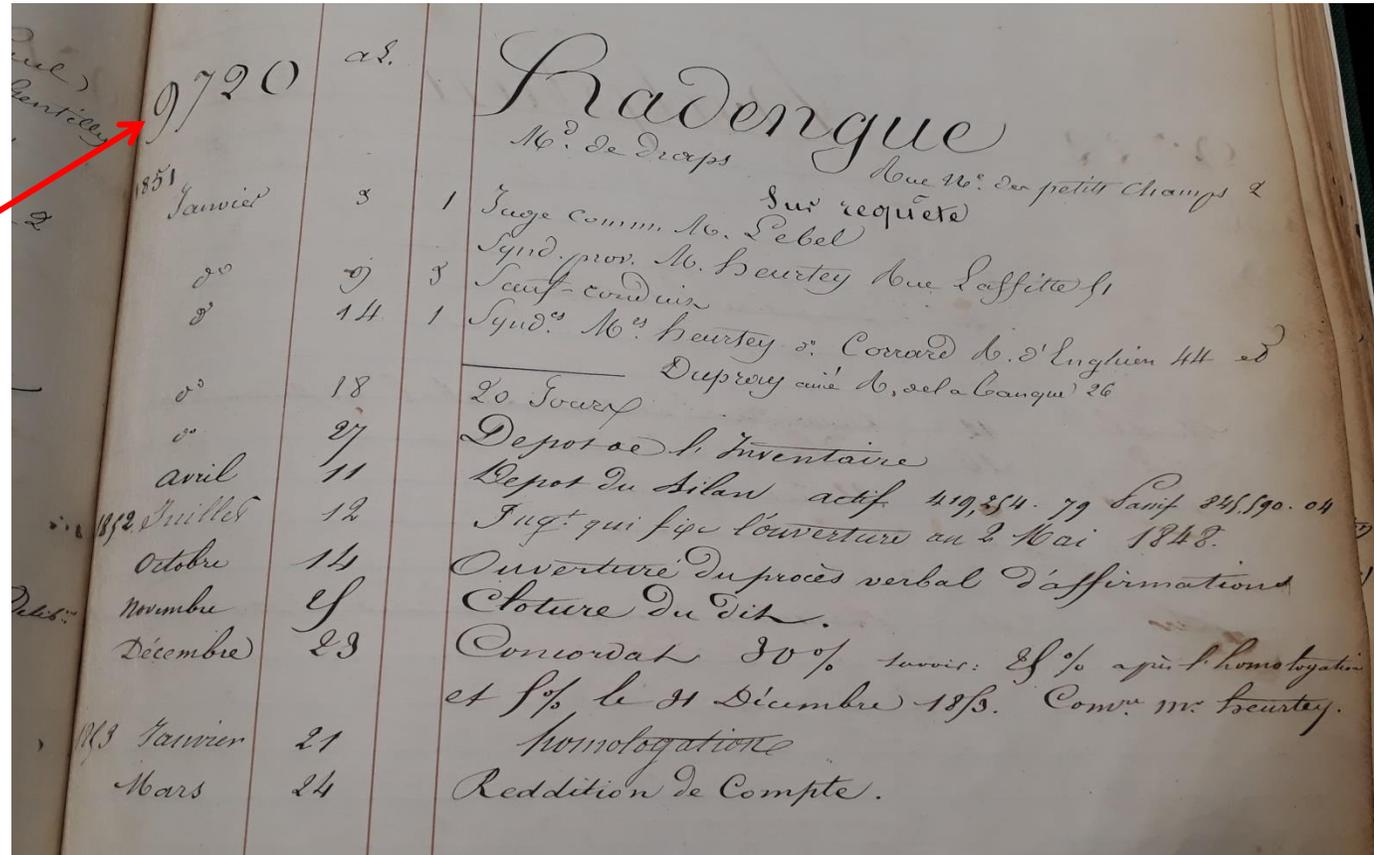
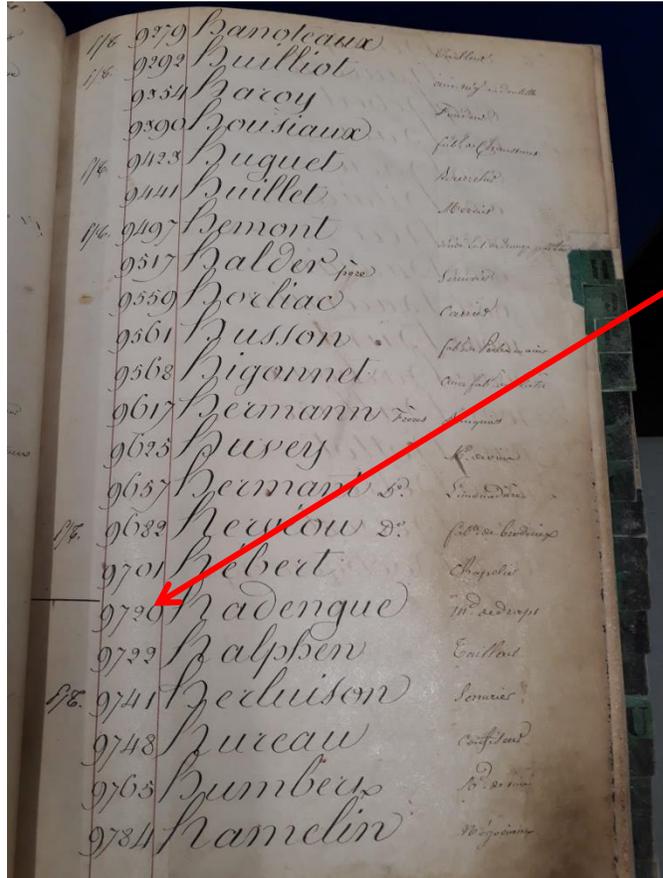
- Période 1808-1941, sous-série [D10U3](#)
- Période 1941-1963, cotes [1505W 1008 à 1052](#)

Chaque registre comprend un répertoire alphabétique et chaque notice de faillite récapitule les différentes étapes de la procédure.

Entre 1920 et 1954 le registre analytique du registre du commerce mentionne également, dans la colonne « Observations », la date et le numéro de la faillite éventuelle.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le n° d'enregistrement d'une faillite (1792-1981)



Registre d'inscription des faillites : répertoire alphabétique et notice concernant la faillite n° 9720 de Benjamin Émile Hadengue, marchand de draps. Archives de Paris, D10U3 28.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le n° d'enregistrement d'une faillite (1792-1981)

*Faillite du 19-2-34 n° 4852.P.
Arrêt confirmant du just. de paix de Paris
du 30-11-34*

T^{de} de Commerce 290

ANALYTIQUE

ETABLISSEMENTS précédemment ou actuellement exploités dans le ressort d'autres tribunaux	CAPITAL SOCIAL Sommes à fournir par les Actionnaires ou Commanditaires	NATURE DE L'ENTREPRISE ou de la SOCIÉTÉ — Commencement à Fin	BREVETS d'INVENTION exploités	MARQUES de FABRIQUE déposées employées	Régime de Cessation
1	2	3	4	5	6
	18.000.000 ^F	18-2-18 18-2-2018	BREVÉ - 24-2-1957-4246		Sans objet
					Lammes Robert 19-2-27 Nantes Pichler Louis 12-1-27 Genève f Montain Marcel 21-4-21 Le Havre f
					Faillite du 19-2-34 n° 4852.P. Arrêt confirmant du just. de paix de Paris du 30-11-34
					Leroux Fernand 9-12-76 Villers-Cotterêts f Schweb Henri 11-3-79 Paris f
					Kanobgahn de Comandis de 9-2-34
					Le Goffre Louis 20-8-1866 au Puy f Gude Paulade a Claury 25-12-88 Bordeaux f Chabanon Jean 22-1-76 Paris f Chabanon 11-9-72 St Chera f J 24 St Ferdinand
					Perreard Anthe 15-6-74 Bonne-terre (86) St Pierre Duront de Fos
					Coelho Raoul 14-2-20 St Mes f St Pierre Duront de Fos
					Coquin Jean 23-2-25 Fleury Paris St Pierre Duront de Fos
					Chastel Paul 15-1-1911 Montreuil (Seine) 24-2-20 St Mes f Chastel Paul 15-1-1911 Montreuil (Seine) 24-2-20 St Mes f

Registre analytique du commerce, immatriculation n° 54979, concernant la Société générale des chaussures françaises (colonne « Observations » : extrait indiquant la date de déclaration et le numéro de faillite). Archives de Paris, D33U3 117.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Chercher le dossier de procédure d'une faillite (1792-1961)

Les dossiers de faillite sont décrits dans 3 instruments de recherche divisés chronologiquement ; répertoire III.8.2 en salle de lecture :

- Période 1792-1899, sous-série [D11U3](#)
- Période 1900-1913, cotes [Pérotin/25/64/1 17 à 1918](#)
- Période 1914-1935, cotes [1049W 1-60](#)

Un complément est disponible pour les périodes de février 1877 à août 1912, janvier 1917, octobre 1921 à février 1961, cotes [1505W articles 54 à 780, 833 à 838, 1003 à 1006](#).

Cet ensemble documentaire comprend de nombreuses lacunes, pouvant être comblées partiellement par les procès-verbaux d'appositions de scellés dans les fonds de justices de paix (devenues tribunaux d'instance en 1958).

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce

En amont de la procédure, le tribunal déclare le débiteur en cessation de paiements et en état de faillite ouverte.

Un juge-commissaire est chargé du suivi de la procédure ; un syndic, mandataire des créanciers assure la gestion de l'entreprise en remplacement du failli qui peut, jusqu'en 1867, également être incarcéré.

Ses biens mobiliers et immobiliers font l'objet d'une mise sous scellés.

À noter : la **banqueroute simple** (pour fautes et négligences) **ou frauduleuse**, entraîne des poursuites pénales (au tribunal correctionnel et cour d'assises).

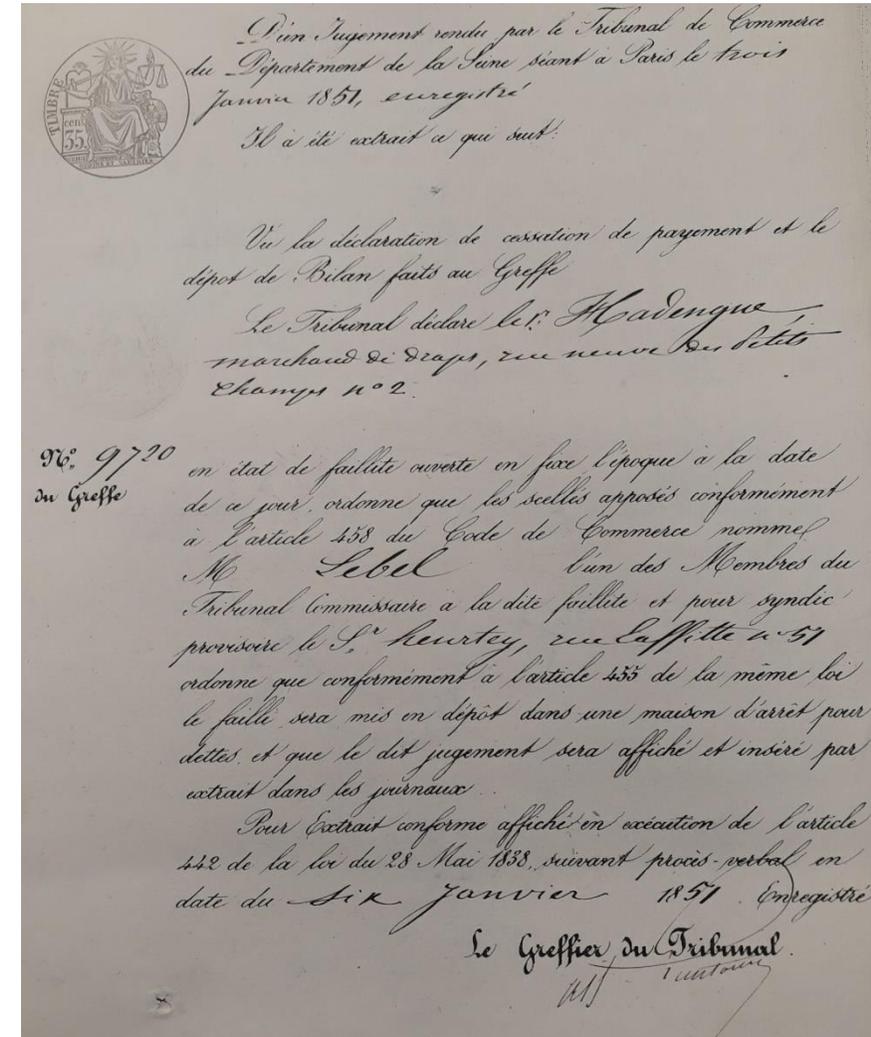
Jusqu'en 1955, un **concordat** (forme de conciliation ou de transaction) peut-être conclu avec les créanciers. En l'absence d'accord, l'état d'union des créanciers entraîne la liquidation de l'actif et la déchéance des droits civils du failli.

À partir de 1955 une réhabilitation est acquise de plein droit à l'extinction des dettes.

En parallèle, le législateur poursuit les assouplissements entrepris dès 1889 avec le développement de la **liquidation judiciaire**. En vue de permettre la sauvegarde de l'entreprise, il instaure la procédure de **règlement judiciaire** en 1955 et celle du **redressement judiciaire** en 1985.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

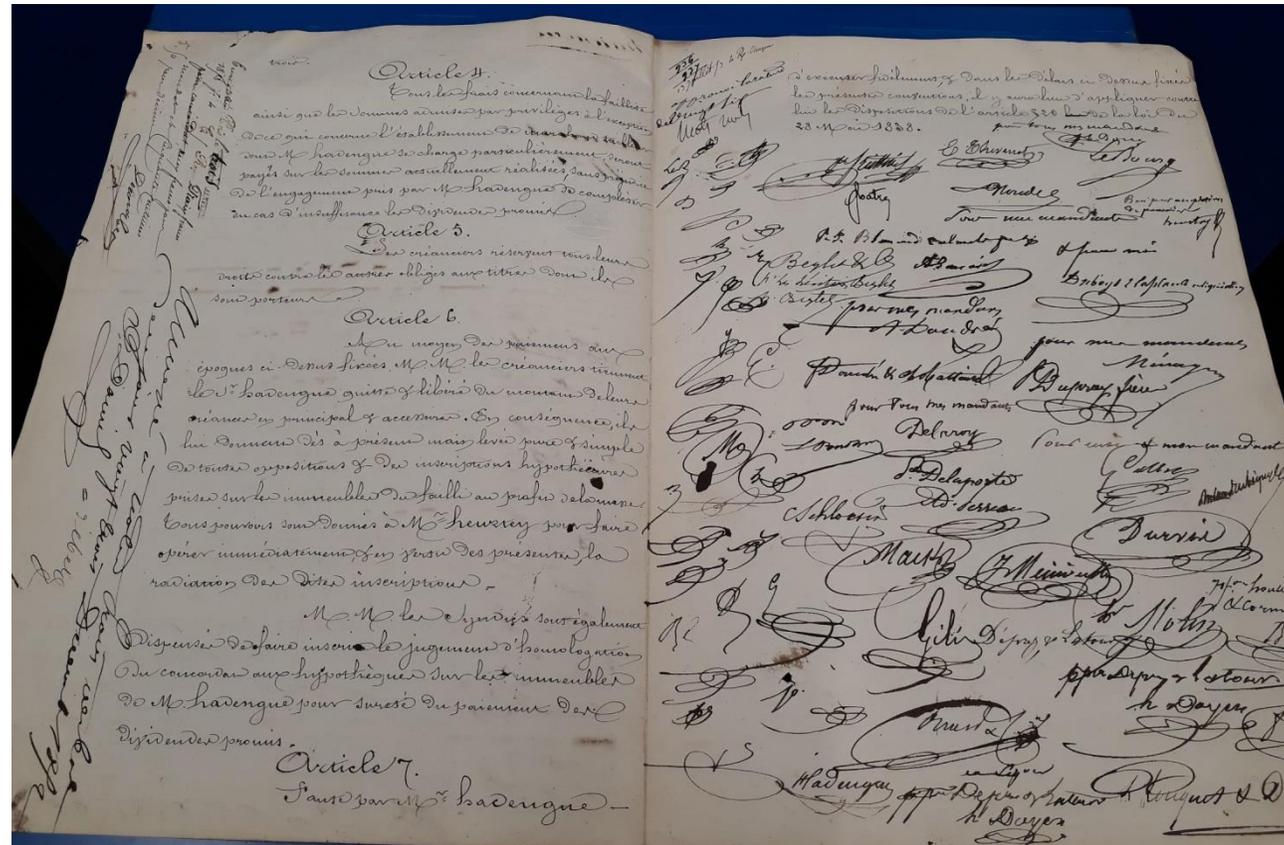
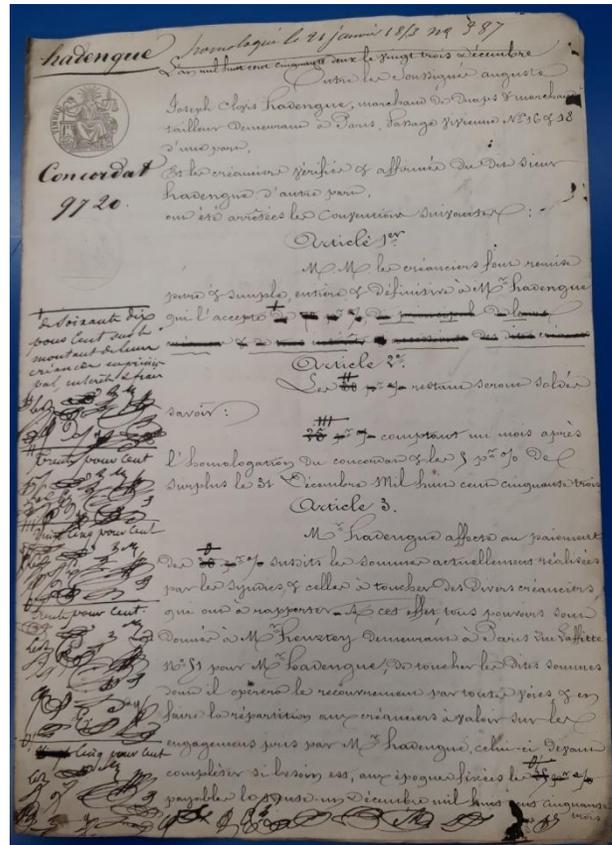
Tribunal de commerce – Dossier de procédure (1792-1961)



Dossier de faillite n° 9720 de Benjamin Émile Hadengue : extrait du jugement déclaratif de faillite en date du 3 janvier 1851, établi en vue d'affichage, fixant l'apposition des scellés et la mise en dépôt dans une maison d'arrêt pour dettes du failli (6 janvier 1851). Archives de Paris, D11U3 132.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

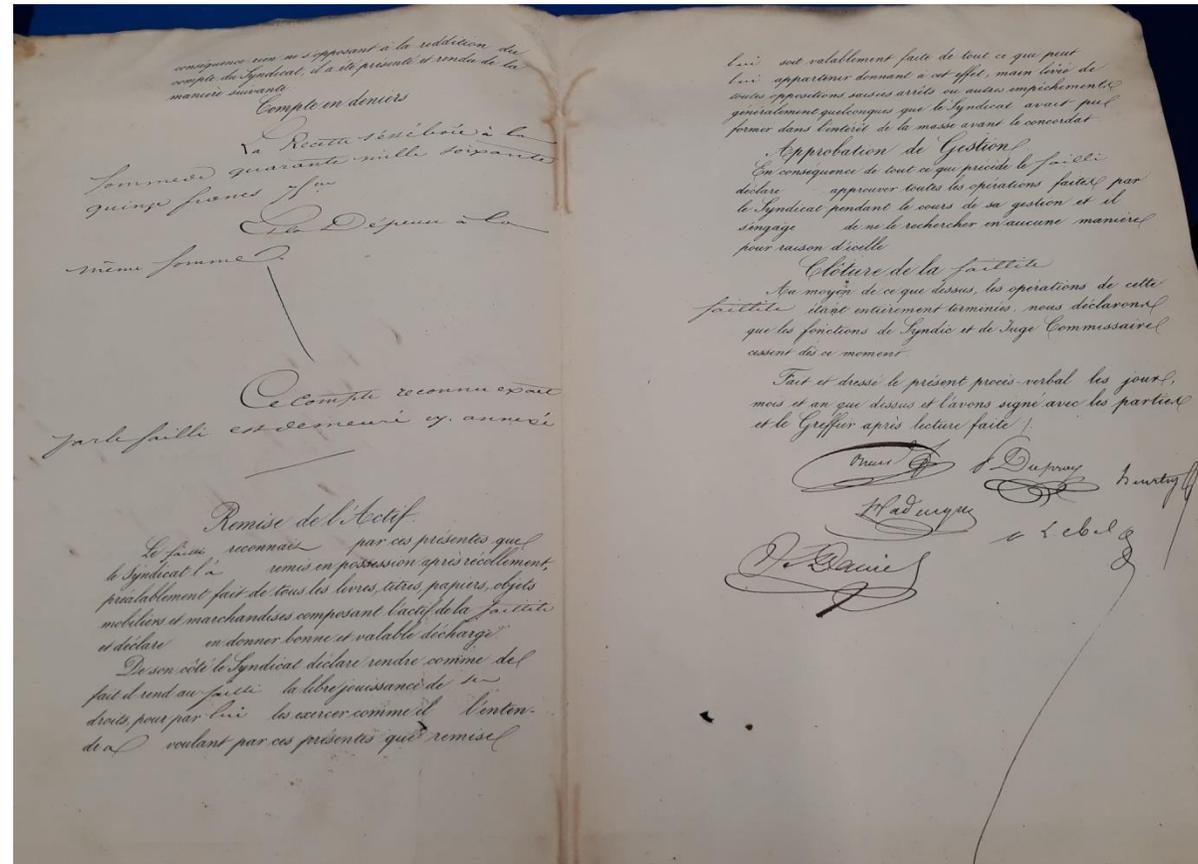
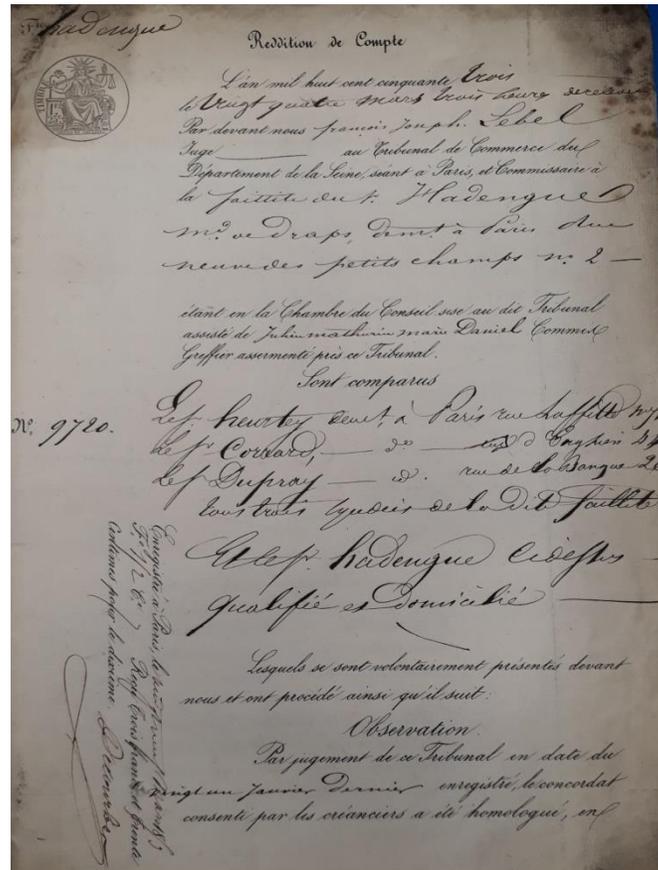
Tribunal de commerce – Dossier de procédure (1792-1961)



Dossier de faillite n° 9720 de Benjamin Émile Hadengue : concordat avec les créanciers, en date du 23 décembre 1852 , homologué par le tribunal de commerce le 21 janvier 1853. Archives de Paris, D11U3 132.

Procédures collectives – Faillites (1792-1981)

Tribunal de commerce – Dossier de procédure (1792-1961)



Dossier de faillite n° 9720 de Benjamin Émile Hadengue : procès-verbal du tribunal de commerce en date du 24 mars 1853 portant reddition des comptes et clôture de la faillite. Archives de Paris, D11U3 132.

Procédures collectives – Liquidation judiciaire (1848-1959), puis règlement judiciaire (1955-1968) et redressement judiciaire (1968-1970)

Tribunal de commerce

Procédure non prévue au Code du commerce de 1807. Instituée par la loi du 4 mars 1889. Devenue règlement judiciaire par décrets de 1955/1967. C'est une incitation à rechercher un concordat pour redresser l'entreprise. Le débiteur est assisté par un liquidateur (1889), puis un administrateur (1955). Faute d'accord, elle peut déboucher sur une procédure de faillite.

Les dossiers de liquidation conservés peuvent comprendre notamment l'inventaire des biens, les bilans et comptes, les rapports des syndics ou liquidateurs, les procès-verbaux d'assemblées des créanciers ou encore les concordats.

À la suite de plusieurs tris, la conservation des dossiers n'est pas exhaustive. Ces lacunes peuvent également être « rattrapées », en partie, par les procès-verbaux d'apposition des scellés conservés dans les fonds des justices de paix, puis des tribunaux d'instance.

La méthode de recherche est semblable à celle des faillites : associer la liquidation recherchée à son numéro de liquidation + année du jugement de liquidation et accéder au dossier s'il a été conservé.

Procédures collectives – Liquidations judiciaires

Tribunal de commerce (1848-1970) – Etape 1 = numéro et date de la liquidation

Le numéro de la liquidation peut être trouvé en consultant les index en fin des registres d’inscription des liquidations. À ce numéro dans le même registre, on trouve l’inscription elle-même qui liste les étapes et actes clés de la liquidation. Ce numéro peut également être indiqué dans **la Gazette des tribunaux** (conservée sous la cote [PER 1416](#), pour la période 1825-1945) et dans le **Dictionnaire des faillites** (1848-1914) vu [en partie 1](#).

Registres d’inscription des liquidations et répertoires chronologiques ; répertoire III.8.2 et III.8.2.1, en salle de lecture. Plusieurs lacunes.

1848-1849, 1870-1872 : [D13U3 1 à 3*](#) et [D15U3 1-9*](#)

1889-1940 : [D13U3 4 à 23*](#)

1941-1959 : [1505W 1061-1064](#), conservé sur notre site annexe

1955-1970 : [1505W 1053-1060, 1065-1067](#), conservé sur notre site annexe

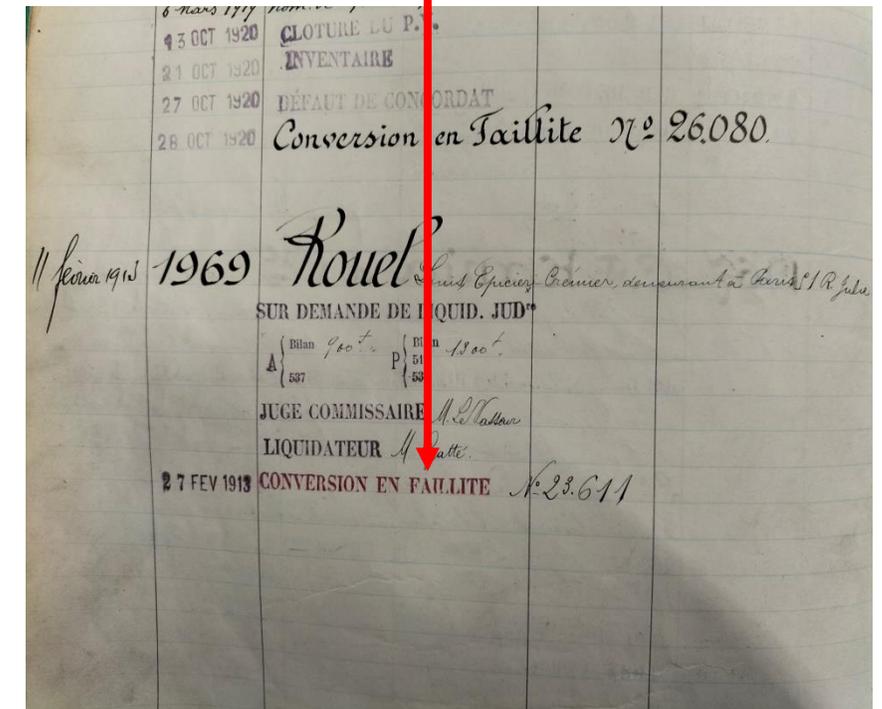
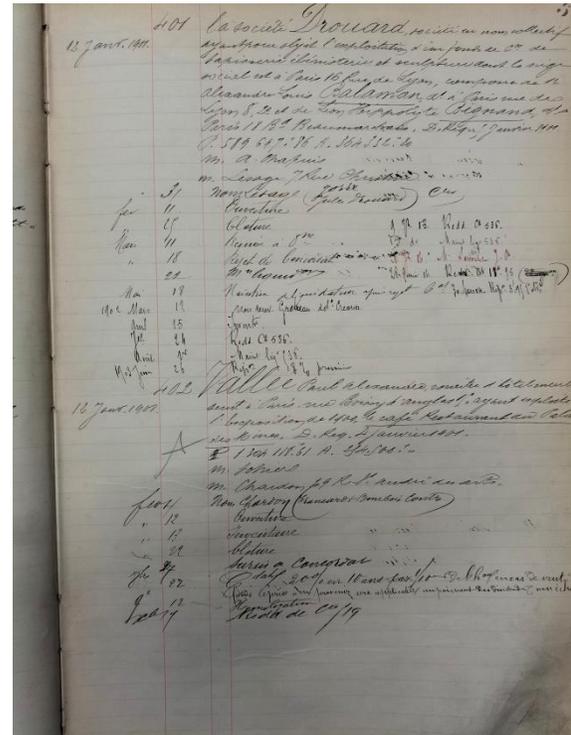
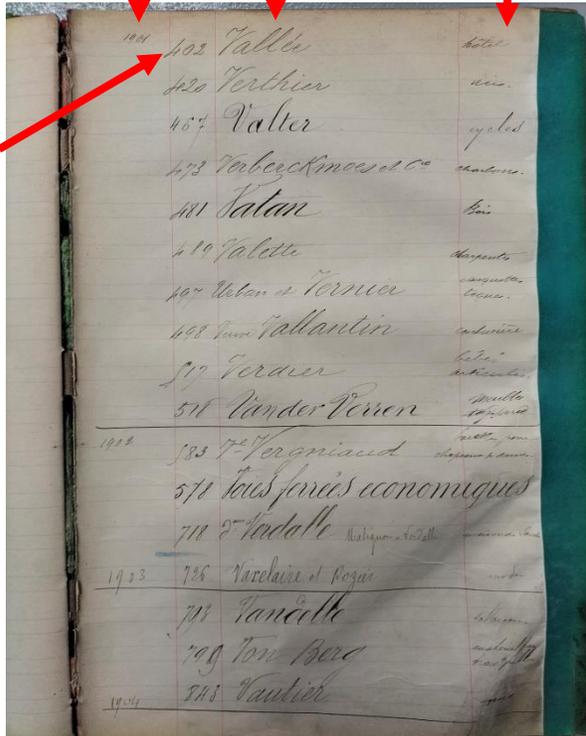
Procédures collectives – Liquidations judiciaires Tribunal de commerce (1848-1970).

Etape 1 = numéro et date de la liquidation

Année : 1901 Nom : Vallée Activité : hôtel

Conversion en faillite

Numéro de liquidation : 402



Registre d'inscription des liquidations : répertoire et notice concernant la liquidation n° 402 de Vallée (en 1901), maître d'hôtel meublé. Notice concernant la liquidation n°1969 de Rouel (en 1913), épicier. Archives de Paris, D13U3 8.

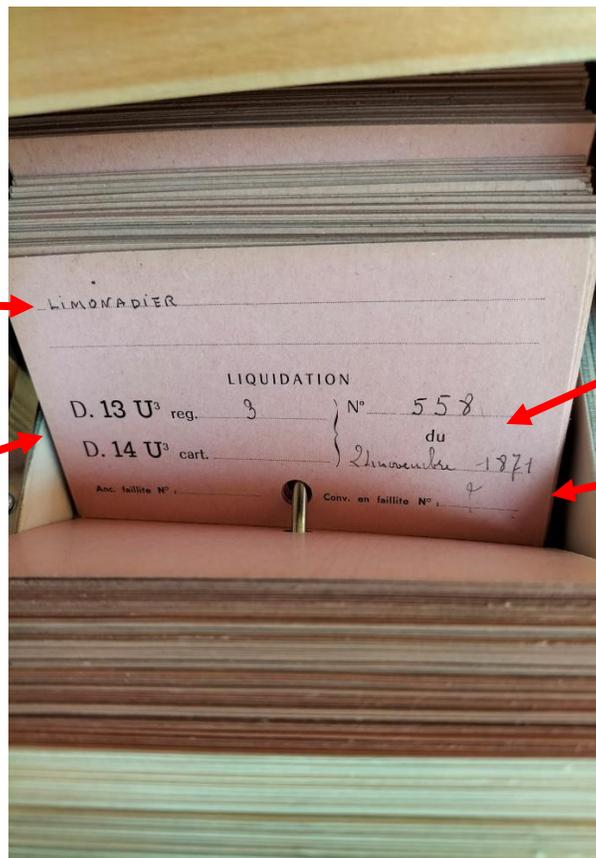
Procédures collectives – Liquidations judiciaires Tribunal de commerce (1848-1970).

Etape 1 = numéro et date de la liquidation

Dans les fichiers complémentaires, consultables en salle de lecture et présentés dans la rubrique faillites, les tiroirs des périodes 1807 à 1899 (par profession) et 1914 à 1935 concernent aussi les liquidations judiciaires identifiables à leurs fiches roses.

Activité : limonadier

Cote à commander : D13U3 3



Numéro de liquidation : 558

Date de la liquidation : 24 novembre 1871

Fichier des faillites et liquidations judiciaires consultable en salle de lecture des Archives de Paris.

Procédures collectives – Liquidations judiciaires. Étape 2 = dossiers (1848-1974)

Tribunal de commerce

Le numéro de la liquidation et la date permettent d'accéder au dossier rassemblant les actes clés de la liquidation ; répertoire III.8.2 et III.8.2.1, en salle de lecture. Tous les dossiers n'ont pas été conservés et pour les gros dossiers, le nom de la société apparaît dans le répertoire.

1848-1849, 1870-1872, 1889-1912 : [D14U3 1 à 130](#)

1901-1913 : [Perotin25/64/1, articles 1919 à 2119](#), conservé sur notre site annexe

1914-1950 : [1049W 61-396](#), conservé sur notre site annexe

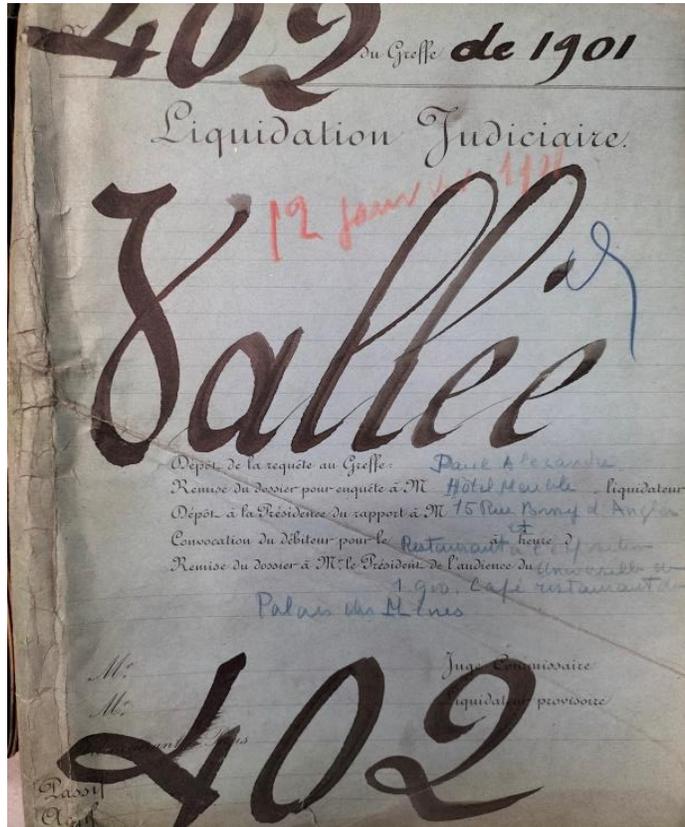
1931-1955 : [1505W 781-832, 838-843, 1007](#), conservé sur notre site annexe

1955-1974 : [1505W 844-985, 1007](#)

Certaines typologies sont regroupées en collections = quitus, états liquidatifs... (1505W 986-1002, 1007)

Procédures collectives – Liquidations judiciaires. Étape 2 = dossiers (1848-1974)

Tribunal de commerce



Jeune le nom d'hôtel Vouillemont 2 une valeur	
affirmative de	200.000
Loyer avance	27500
Restaurant des Mines à l'exposition	
Constructions	7000
Matériel	5000
Marchandises d'hôtel meuble	15000
Total de l'actif	254500
Passif	
Entre 93 créanciers	1.304.118 61
Boute sœurs faite sur l'exactitude de chiffres en deux indiqués non accusés parisiens comme suit:	
Mobilier personnel	
Le sieur Vallée nous déclare qu'il a son domicile personnel à Vernon (Eure) 26 km de Béziers et qu'il possède de objets mobiliers suivants:	
- Salon -	
1 table	20
1 canapé	18
2 fauteuils	26
2 chaises	12
1 fauteuil rotin	15
1 paire de vêtements	6
a reporter	99

D'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Paris le 15 Janvier 1901. Il a été extrait ce qui suit:

Le Tribunal, vu la requête présentée déclare en état de Liquidation Judiciaire le sieur Vallée Paul Alexandre maître d'hôtel meuble, demeurant à Paris 1 rue Boissy d'Anglas ayant exploité à l'Exposition de 1900, le café restaurant des Palais des Mines.

Homme de loi: Lohier Juge commissaire et le sieur Chardon et à Paris Philéas Mandin, etc. liquidateur provisoire de la dite liquidation. Ordonne que le présent jugement sera publié conformément à la loi et sera exécutoire selon sa forme et teneur n'étant susceptible d'aucun recours. Tout extrait affiché conformément à la loi suivant procès verbal du quinze Janvier 1901.

Sur le Greffe du Tribunal

M. le Greffier

Commis Greffier assermenté

Dossier de la liquidation n° 402 concernant Vallée, maître d'hôtel meublé, 1901. Archives de Paris, D14U3 128.

05

Sources complémentaires

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice – Tribunal de commerce, fonctionnement (1800-1958)

> Examiner l'instrument de recherche [D1U3](#) pour y trouver notamment :

-Fiches au nom de failli et agréé (1827-1838), D1U3 47

-Statistiques des faillites, instruction relatives à la procédure (an V-1887), D1U3 48

-Réhabilitation de faillis, dossiers individuels (1810-1863, 1906-1921), D1U3 51-52

-PV d'assemblées générales, bilans et rapports de conseils d'administration de sociétés (1853-1875), D1U3 53-54

-Chambres syndicales (1847-1873), D1U3 54

-Expertises

> Consulter les instruments de recherche [D2U3](#), 56W... puis accéder aux **jugements**.

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice – Autres juridictions et prisons

> [Fonds des justices de paix](#) (entre 1800 et 1958), rubrique juridiction gracieuse et contentieuse et répertoires chronologiques.

Les **scellés** sont posés, puis levés par le juge de paix qui rédige un procès-verbal de pose de scellés décrivant le contenu des biens, matériels et fournitures composant le commerce ou l'entreprise.

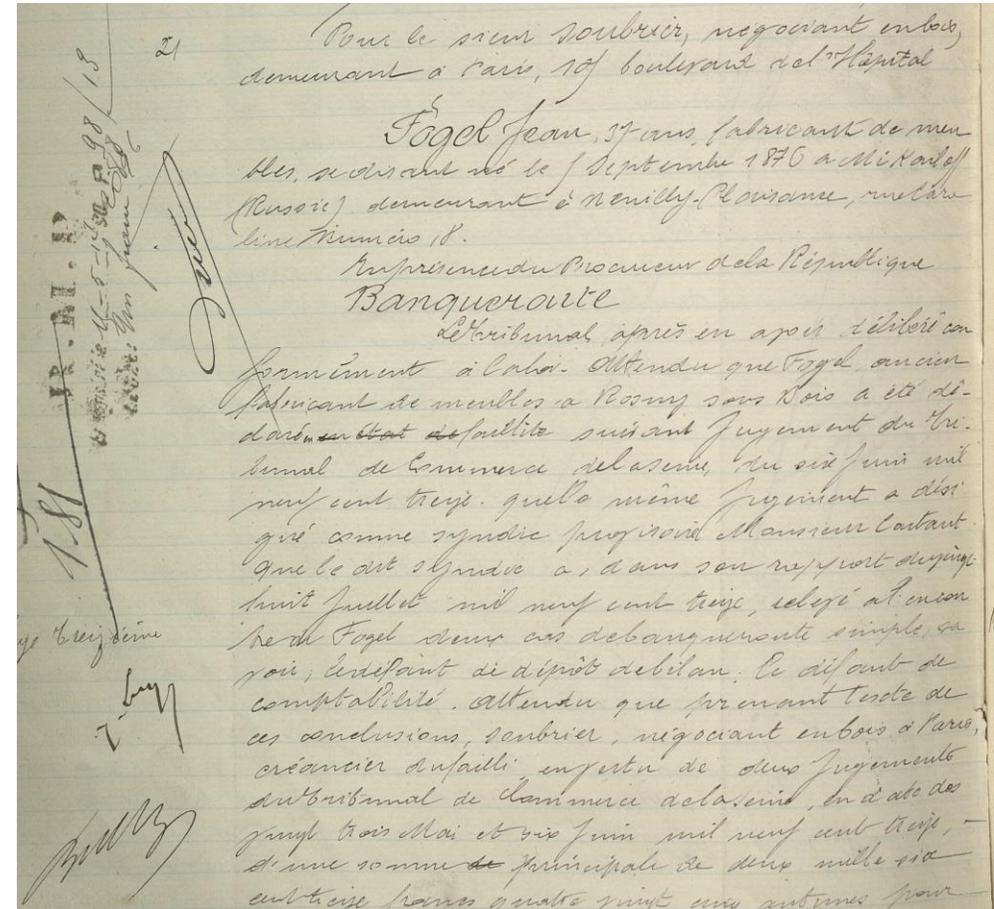
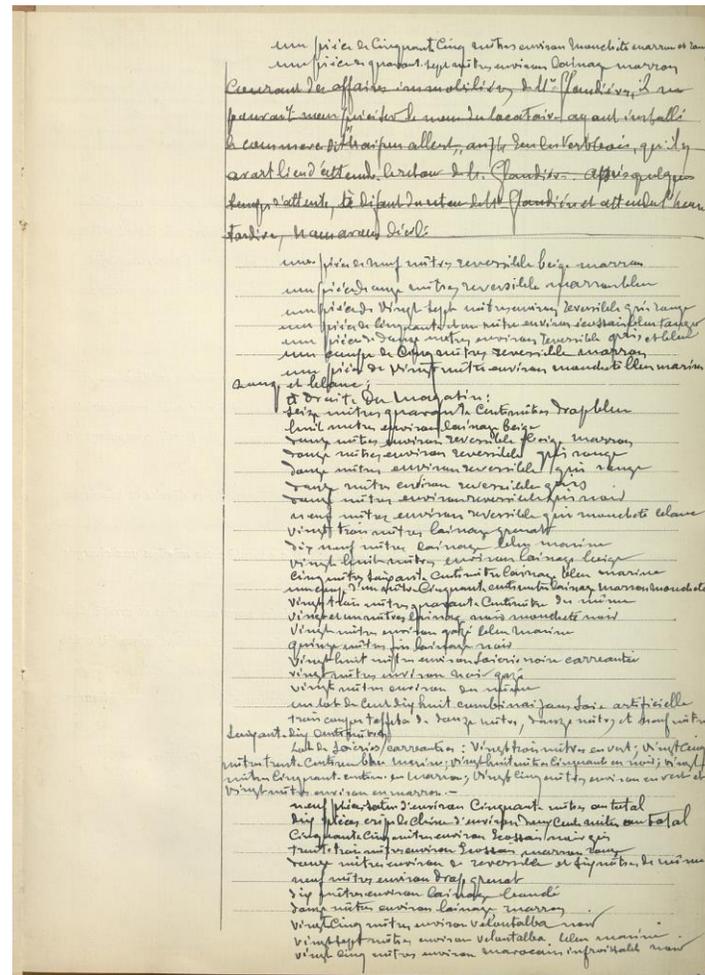
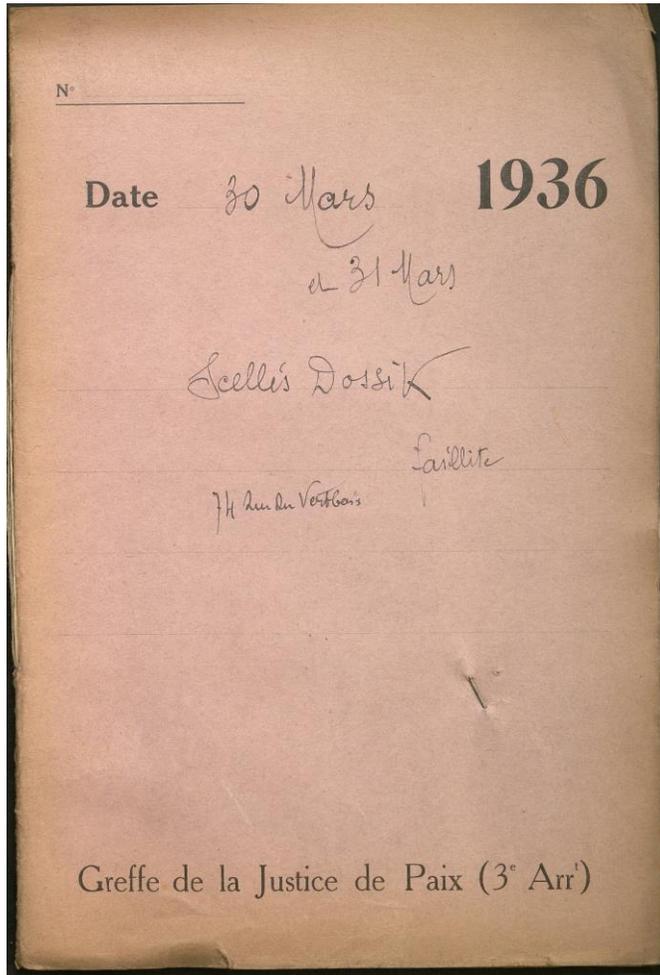
Outre les scellés et les **actes de sociétés** (1800-1936) déjà mentionnés, d'autres typologies peuvent être recherchées :

- **Accidents du travail** (voir aussi le fonds des mairies d'arrondissement)
- **Saisies-arrêts** sur salaire
- **Contrats d'apprentissage** des années 1920 aux années 1950.

> Fonds du **tribunal correctionnel** pour les banqueroutes (faillites frauduleuses), voir la méthode de recherche [accessible en ligne](#).

> Fonds des établissements pénitentiaires pour consulter les registres d'écrou (incarcération des commerçants faillis), voir la méthode de recherche [accessible en ligne](#).

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice – Autres juridictions et prisons



Jugement correctionnel condamnant Jean Fogel pour banqueroute, 25 avril 1914. Archives de Paris, DIU6 1259.

Pose de scellés suite à faillite des établissements Dossik, 30-31/03/1936, justice de paix du 3^e arrondissement Archives de Paris, D6-7U1 242.

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice - Conseil de prud'hommes

Le conseil de prud'hommes, juridiction paritaire et élective, est chargé de régler les litiges entre les employeurs et les salariés. Les procédures d'appel sont transmises au tribunal de commerce jusqu'en 1907, puis au tribunal civil jusqu'en 1962 où cette compétence est transmise à la cour d'appel.

Le fonds des archives de Paris (coté : [DM12 64-80](#) ; [D1U10](#) puis série **W**) comprend, par greffe d'industrie :

- des jugements,
- des dossiers de procédure se terminant par une conciliation ou par un jugement ou laissés sans suite,
- des procès-verbaux ou feuilles de conciliation, des contrats d'apprentissage, des contrats collectifs de travail et des règlements intérieurs ou d'ateliers, des listes électorales professionnelles imprimées.

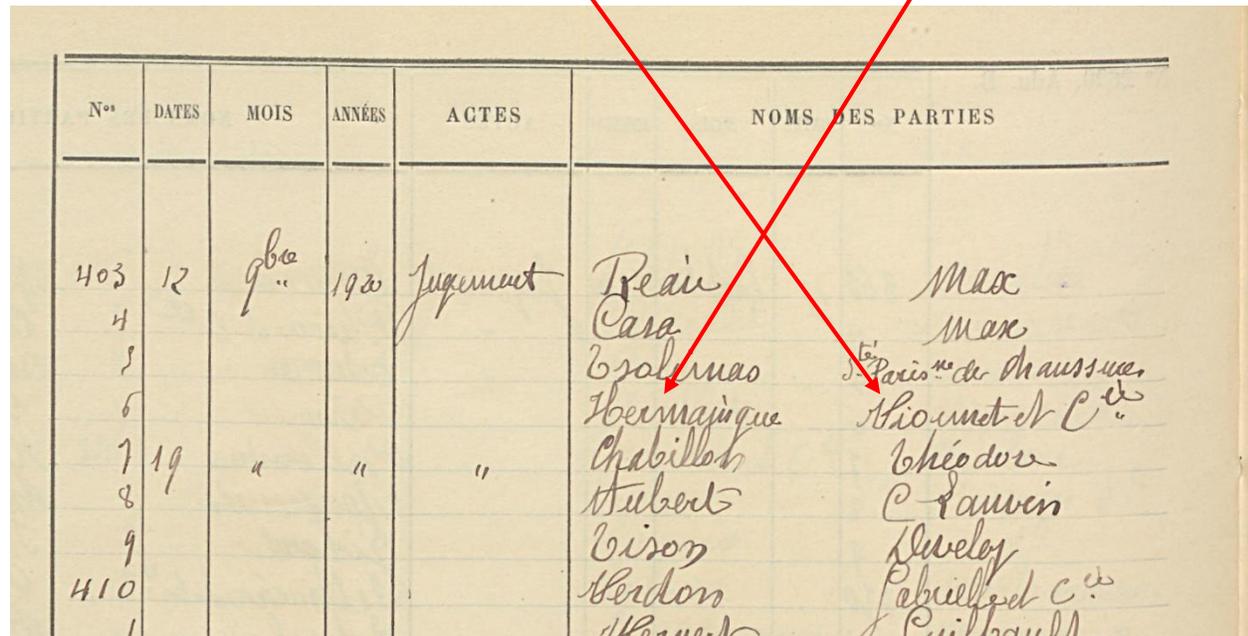
L'intérêt socio-économique de ces documents peut permettre d'approfondir l'étude des entreprises.

Il existe de nombreuses lacunes selon les greffes d'industrie.

À noter : les répertoires chronologiques (lacunaires) peuvent permettre de retrouver les jugements.

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice - Conseil de prud'hommes

Contentieux entre la Société Madeleine Vionnet et C^{ie} contre Adèle Hermaingue, ouvrière couturière en qualité de seconde d'atelier, pour rupture de contrat de travail, le 12 novembre 1920.



N°	DATES	MOIS	ANNÉES	ACTES	NOMS DES PARTIES
403	12	nov	1920	Jugement	Reau Max Cava Max
4					Brognas St ^e Paris ^e de Chaussures
5					Hermaingue Vionnet & C ^{ie}
6					Chabillon Théodore
7	19	"	"	"	Hubert C. Fauvin
8					Vison Duveloy
9					Bardon Fabiell & C ^{ie}
410					Hermaingue Vionnet & C ^{ie}
1					Hermaingue Vionnet & C ^{ie}

Répertoire des jugements du Conseil de prud'hommes, 1920. Archives de Paris, DIU10 612.

Sources complémentaires Archives de Paris/Justice - Commissaires-priseurs

Les procès-verbaux de vente aux enchères (après faillite ou liquidation) sont à rechercher dans le [fonds des commissaires-priseurs](#) organisé par étude de commissaire.



Procès-verbaux de ventes après faillite et liquidations judiciaires par M^e Engelmann, mars-avril 1914. Archives de Paris, D137E3 39.

Sources complémentaires Archives de Paris - Brevets, marques, dessins et modèles

Il s'agit des trois composantes principales de la propriété industrielle, ayant pour objet la protection et la valorisation des inventions, des innovations, des créations techniques et ornementales et des signes distinctifs.

Actuellement la gestion des titres de propriété industrielle est assurée par l'Institut national de la propriété industrielle ([INPI](#)), mais les Archives de Paris conservent également des fonds similaires provenant d'administrations parisiennes.

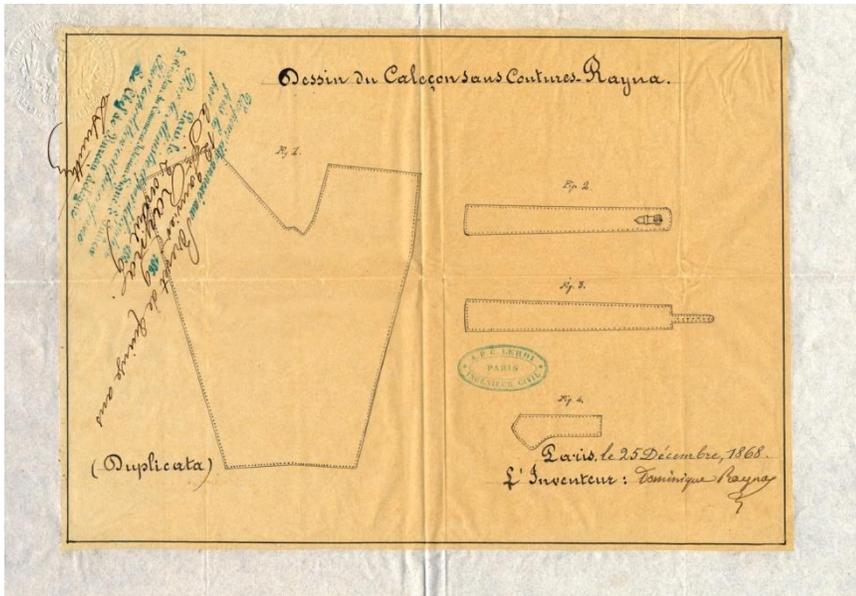
Brevets : La sous-série [DM12](#) comprend un échantillon représentant plus de 1000 dossiers de duplicatas de brevets d'invention ou de certificats d'addition (arrêtés, descriptions et dessins) classés dans l'ordre alphabétique des déposants et concernant la période 1860-1870.

Marques : Le fonds du tribunal de commerce comprend la collection originale des [marques de fabrique](#) pour Paris et le département de la Seine mais également celles déposées en France dans le cadre des accords internationaux de 1858 à 1964.

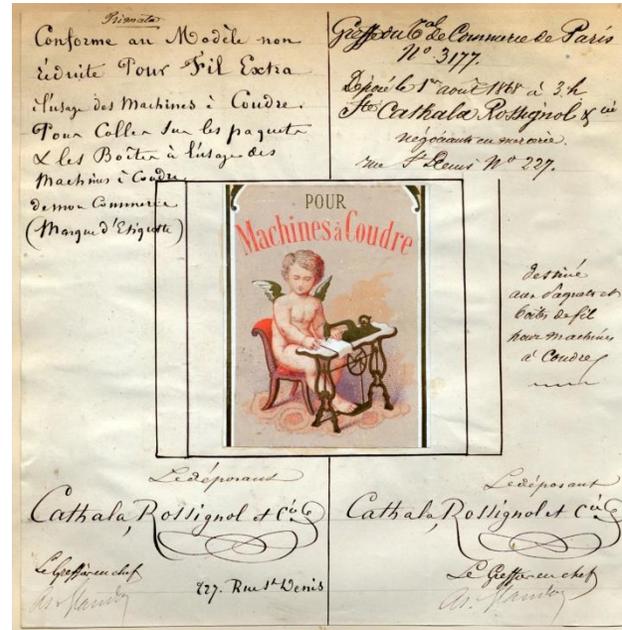
Dessins et modèles : Le fonds du conseil de prud'hommes comprend un [ensemble important](#) constitué de sources manuscrites (procès-verbaux de dépôt, etc.) et de spécimens en deux ou trois dimensions pour la période 1845-1979.

[Une base images des dessins et modèles](#) est accessible en ligne.

Sources complémentaires Archives de Paris - Brevets, marques, dessins et modèles



Brevet d'invention de 15 ans n° 83953 délivré le 2 avril 1869 à Domenico Rayna, maître tailleur pour un système de caleçon civil et militaire sans couture dit «caleçon Rayna ». Archives de Paris, DM12 104.



Marque n° 3177, déposée le 1^{er} août 1868, par Cathala Rossignol et C^{ie}, négociant en mercerie et destinée aux paquets et boîtes de fil pour machines à coudre. Archives de Paris, D17U3 6.



Dépôt n° 2706 du 2 décembre 1868 par Bru Jeune, modèle d'une tête double tournante. Archives de Paris, D7U10 45.

Sources complémentaires Archives de Paris / Archives privées

Pièces isolées et petits fonds en archives privées (série [AZ](#) et sous-série [DIJ](#)) :

Notamment pour des documents publicitaires (tracts, catalogues), de la correspondance commerciale ou encore des factures à en tête qui peuvent documenter les entreprises recherchées. A signaler quelques fonds d'entreprises, teinturerie Pouyanne notamment.



Carte publicitaire des établissements Marquis, Archives de Paris, D39Z 1.

Sources complémentaires Archives de Paris / Services fiscaux - Contributions directes

Les matrices fiscales conservées à partir de 1855, sous la cote **D13P2** et **série W**, comprennent pour les contribuables parisiens l'évaluation des impôts fonciers et des taxes municipales.

Les calepins des propriétés bâties ou calepins du cadastre, cotés **D1P4** sont conservés depuis 1852 (les cotes D1P4 1-1709 sont incommunicables pour raison sanitaire). Ils ont été établis en vue d'une expertise des contributions et la révision des valeurs locatives des biens immobiliers. Leurs renseignements sont précieux car ils détaillent par adresse les noms des propriétaires et des locataires, avec la description précise des immeubles.

À noter : les articles **D2P4 16 à 18** comprennent également des carnets ou calepins des établissements industriels pour les années 1855 à 1880.

Les rôles destinés au recouvrement des contributions et des taxes municipales sont conservés pour l'essentiel à partir de 1885 (la sous-série **D9P2** est incommunicable pour des raisons sanitaires). Ils comprennent la **contribution des patentes**. Cet impôt direct créé en 1791, touche tous les commerçants. Devenu un impôt local en 1917, il a été remplacé en 1975 par la **taxe professionnelle** instituée au profit des collectivités locales. La **contribution sur les portes et fenêtres** concerne toutes les ouvertures, y compris celles des magasins et commerces. On trouvera donc dans les rôles correspondants, des informations à même de suivre, plus ou moins précisément, l'activité d'un commerce. A signaler D12P2 1-100, impôts sur le revenu des personnes physiques et des sociétés (1916-1939).

⇒ [Voir la rubrique du cadre de classement](#)

Sources complémentaires Archives de Paris / Services fiscaux - Enregistrement et hypothèques

Enregistrement : l'enregistrement des actes est conservé dans la série **DQ7** à partir de 1791. Il concerne notamment les actes notariés et sous seing-privé. L'enregistrement des mutations de propriété et des baux commerciaux peut intéresser la recherche en matière de commerce.

La sous-série **DQ17** comprend des dossiers individuels d'entreprises dissoutes, en vue du recouvrement des taxes sur les sociétés. Ces dossiers sont classés par bureau de compétence pour la période 1900 à 1943.

⇒ [Voir la rubrique du cadre de classement](#)

Hypothèques : les archives hypothécaires conservées aux Archives de Paris de l'an VII à 1900 dans la série **DQ16** concernent uniquement la 1^{ère} conservation de la Seine, du 1^{er} au 11^e arrondissement de Paris. Ces documents peuvent compléter la recherche en matière de mutation des biens.

Pour les mutations de fonds de commerce et de clientèle, on trouvera aussi une transcription intégrale des actes dans les registres des hypothèques.

⇒ [Voir la rubrique du cadre de classement](#) et [la méthode de recherche](#).

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : impôt de solidarité nationale

Outre la procédure de confiscation visant les profits d'opérations faites avec l'ennemi ou en violation de certaines lois, l'État décide de soumettre les Français à un impôt exceptionnel sur les patrimoines existant au 4 juin 1945 et sur les enrichissements réalisés entre le 1^{er} janvier 1940 et le 4 juin 1945.

Cet **impôt de solidarité nationale** est créé dans le but d'une participation collective au redressement national.

L'ordonnance du 15 août 1945 en fixe les principes et les modalités.

Il s'agit d'un impôt progressif en fonction des montants de la valeur taxable et de l'enrichissement imposable, concernant à la fois les personnes physiques et morales.

Ce fonds qui constitue la sous-série **1600W** comprend des fichiers alphabétiques, des dossiers individuels de déclaration du patrimoine, classés par arrondissement ; des dossiers d'affaires sans suite et des échéanciers.

À noter : les fichiers alphabétiques servent de clé d'accès et permettent de retrouver l'existence d'un dossier.

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : impôt de solidarité nationale

Impôt de solidarité nationale concernant Gabrielle Chanel, administrateur de sociétés

Arrondiss^s 1 N° de la déclaration 2171

Nom : CHANEL
Prénoms : Gabrielle
Marié à :
Profession : administrateur de sociétés
Domicile : 31 me Cambon
Lieu de naissance : Saumur
Date de naissance : 19 août 1893

Fiche de la déclaration. Archives de Paris, 1600W 2215

IMPÔT DE SOLIDARITÉ NATIONALE

N° 1 2171

Nom : CHANEL
Prénoms : Gabrielle
Date et lieu de naissance : 19 août 1893 Saumur
Profession : administrateur de sociétés
Domicile : 31 me Cambon

Dossier numéro 2171. Archives de Paris, 1600W 25.

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : spoliations

La spoliation des entreprises juives est encadrée par un ensemble de textes officiels allemands et français visant à exclure les juifs de l'économie française.

En lien avec le Commissariat général aux questions juives, la nomination d'un administrateur provisoire par les autorités allemandes est étendue à toute entreprise industrielle, commerciale, immobilière ou artisanale.

À la Libération les actes de spoliation sont invalidés et une procédure de restitution des biens est mise en place.

Les sources principales se trouvent aux Archives nationales : sous-série [AJ38](#) comprenant les nombreux dossiers d'aryanisation et ceux des administrateurs provisoires.

Plusieurs fonds complémentaires se trouvent aux Archives de Paris, on peut citer en particulier :

- le fonds de la Direction des affaires de réquisition et d'occupation (sous-série **Pérotin 901/61/2**) comprend les fichiers, l'enregistrement et les dossiers de mutations immobilières permettant de suivre notamment l'aryanisation de la propriété et des sociétés.
- les rôles d'imposition des patentes (sous-série **Pérotin 32221**).
- les fonds des commissaires-priseurs pour les ventes aux enchères (sous-série **DE3**),
- les dommages de guerre pour les cas de pillage de matériel et de mobilier par les Allemands (sous-séries **50W**, **51W** et **1131W**, notamment).

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : spoliations

Les Archives de Paris conservent également des fonds relatifs à la restitution des biens spoliés :

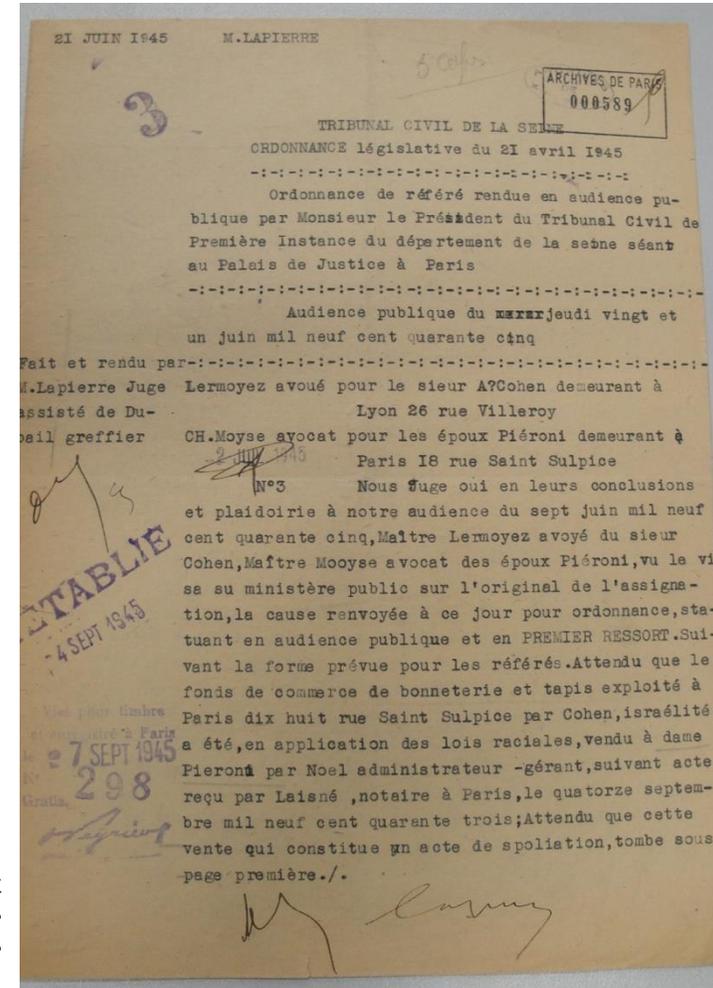
- Le fonds du tribunal civil puis du tribunal de grande instance comprend un ensemble de documents pour la période 1945-1976 (sous-séries **47W, 1281W, 1863W, 2330W, 2404W**) : fichier alphabétique, répertoires chronologiques d'enregistrement, ordonnances de référés, rapports d'experts et constats d'huissiers.
- Le fonds du tribunal de commerce comprend également une série d'ordonnances de restitution des biens pour la période 1945-1947 (**1994W**).

À noter:

Les [ordonnances de restitution](#) rendues en audience publique ont été numérisées et indexées. Elles peuvent être consultées dans la salle des archives numérisées des Archives de Paris.

Quant aux rapports d'experts et aux constats d'huissiers, ils sont consultables suivant le délai réglementaire (75 ans) en matière de procédures judiciaires.

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : spoliations



Tribunal civil de la Seine – Ordonnance de référé en date du 21 juin 1945 portant annulation de la vente du fonds de commerce de bonneterie et tapis 18 rue Saint-Sulpice d'Albert Cohen, israélite, aux époux Piéroni par l'intermédiaire de Noël, administrateur-gérant. Archives de Paris, 47W 5.

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : profits illicites

Au lendemain de la Libération, en parallèle de l'action répressive des tribunaux pour faits de collaboration, les pouvoirs publics décident de poursuivre les profiteurs de guerre en s'inspirant des commissions d'enquête et de taxation précédemment mises en place sous le gouvernement de Vichy.

Elles concernent les profits provenant d'opérations commerciales avec l'ennemi, du marché noir ou de toute autre spéculation illicite réalisées entre le 1^{er} septembre 1939 et la date légale de cessation des hostilités.

Des comités départementaux placés sous l'autorité du ministre des Finances sont chargés de l'application de cette procédure au profit du Trésor public (jusqu'à 12 comités pour département de la Seine).

Un recours pouvait être déposé auprès du conseil supérieur de confiscation des profits illicites siégeant au ministère des Finances.

Les archives des 12 comités de profits illicites du département de la Seine, cotées **110W à 121W**, sont constituées principalement de nombreux dossiers de personnes physiques ou morales. Ils concernent des activités économiques extrêmement variées s'étendant du petit commerce aux grandes industries.

À noter : l'instrument de recherche des dossiers est disponible sous la forme d'une [base de données](#) interrogeable uniquement en salle de lecture. Le fonds du conseil supérieur de confiscation des profits illicites couvrant l'ensemble des recours effectués au niveau national est conservé au [Service des archives économiques et financières](#) (SAEF)

Sources complémentaires Archives de Paris - Seconde Guerre mondiale : profits illicites

Ce dossier comprend également 2 citations connexes : celle de son gérant Alfred Leloup et d'un négociant Julien Knaebel. Bordereau récapitulatif des citations à usage de memento (1946-1947).

MINISTÈRE DES FINANCES
CONFISCATION DES PROFITS ILLICITES

INFORMATION : Liste 501 de C. économique

AFFAIRE : S^r. Dépôt modèle des Halles Centrales S à r. l. produits alimentaires improp.

SEINE

ENQUÊTE : 25 MARS 1947

Comité compétent	NOMS ET ADRESSES DES PERSONNES CITEES	N° des citations	Dates de la citation de la notification de l'avis mod. 110	Réception par la personne citée	Réception de la déclaration par le Comité
x ^e IV	S ^r . Dépôt modèle des Halles Centrales S à r. l. 19 Rue J. Rousseau (Palais Vau. Desot.) - Paris (14)	292	1-10-46 11 JUIN 1947	16-10-46 14.6.47	5-11-46
x ^e IV	Leloup Alfred. 19 Rue J. Rousseau Paris (14)	293	1-10-46 11 JUIN 1947	16-10-46 16.13.47	5-11-46
x ^e IV	Knaebel Julien. 5 ¹ . Rue de Louvre Paris (1 ^{er})	294	1-10-46 11 JUIN 1947	16-10-46 14.6.47	30-11-46

Instruction :
Décision :

10^e comité (ex 4^e). SARL Dépôt modèle des Halles Centrales. Archives de Paris, 119W24.

Sources complémentaires Archives de Paris - Syndicats professionnels

Les syndicats ou associations professionnelles ont été autorisés à se constituer librement en application de la loi du 21 mars 1884. Conformément à la procédure, les statuts initiaux et modificatifs ou encore la liste des membres du conseil d'administration du syndicat doivent être déposés en préfecture. Pour Paris, cette compétence préfectorale a été dévolue à la mairie de Paris dans le cadre de la décentralisation à partir de 1982.

Les Archives de Paris conservent :

- les répertoires chronologiques concernant l'enregistrement des syndicats avec attribution d'un numéro de dossier de 1884 à 1999, cotés [3110W 135 à 142](#).
- les dossiers de syndicats ouvriers et patronaux dissous ou fusionnés. Ces dossiers d'importance inégale comprennent la correspondance échangée avec le syndicat et l'ensemble des pièces justificatives (statuts, procès-verbaux d'assemblée, listes, etc.).

Il font l'objet de deux instruments de recherche cotés [1070W](#) et [3110W 1 à 134](#).

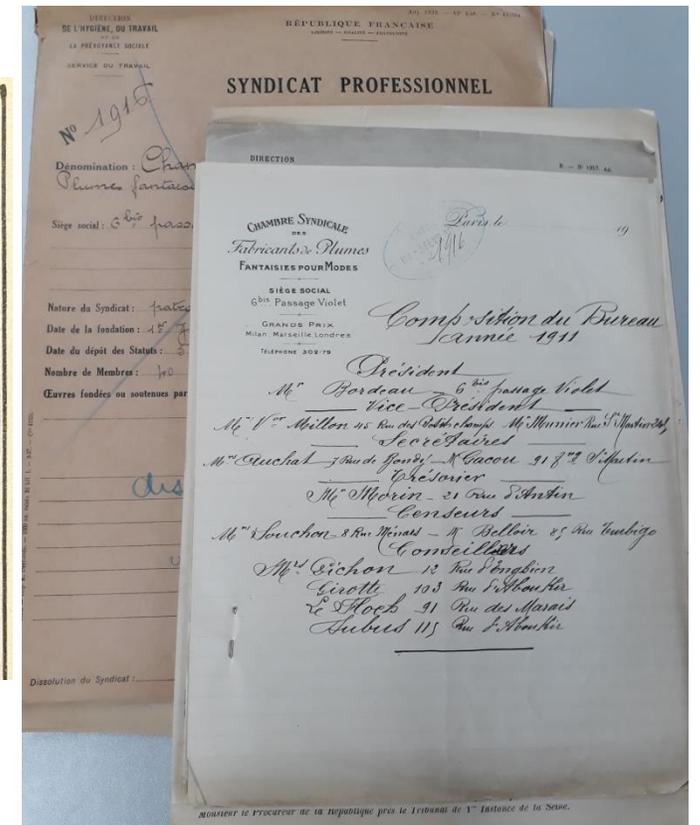
À noter : Les noms des syndicats sont décrits dans l'instrument de recherche 1070W. Seuls les numéros des dossiers sont indiqués dans l'instrument de recherche 3110W (il est nécessaire de rechercher le numéro en amont dans les répertoires chronologiques).

Sources complémentaires Archives de Paris - Syndicats professionnels

Chambre syndicale des fabricants de plumes fantaisies pour modes
(syndicat patronal enregistré le 5 février 1904 et dissout le 6 juillet 1916)

N° du Répertoire	Désignation des Syndicats	Siège Social	Date du dépôt des statuts	Observations
1916	Chambre syndicale de Plumes fantaisies pour modes	6^{bis} Passage Violet	5 février 1904	Dissous - le 6 juillet 1916

Enregistrement sous le numéro 1916. Archives de Paris, 3110W 135.



Dossier n°1916. Archives de Paris, 1070W 22.

Sources complémentaires Archives de Paris – Police et hygiène

Seuls ces articles sont relatifs aux installations classées, contrôlées par la préfecture de police (voir sources complémentaires externes) :

- [VI5 1](#) : pollution et accident (1833-1852) ;
- [DM5 articles 1 à 5](#) : établissements situés sur le territoire des arrondissements de Saint-Denis et Sceaux (1803-1880).

Sources complémentaires Archives de Paris - Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Cet établissement public a été créé en 1803. Le fonds d'archives coté **2ETP** comprend les documents relatifs à son administration et plusieurs séries thématiques concernant notamment le suivi de la législation, les établissements d'enseignement commercial ou encore les relations extérieures.

⇒ [Voir la présentation générale](#)

La section cotée **2ETP/10** comprend des archives d'Ancien Régime remontant au XV^e siècle et couvrant la période révolutionnaire rassemblées à titre documentaire par le Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine, organisme éphémère ayant précédé la Chambre de commerce de Paris. Ces documents manuscrits ou imprimés, provenant principalement des bureaux du lieutenant général de police de Paris, concernent l'organisation des corps et communautés ou encore la réglementation du commerce et de l'industrie.

À noter : un inventaire analytique détaillé est disponible pour cette section en présidence de salle de lecture.

Sources complémentaires externes

-**Tribunal de commerce de Paris**, pour les sociétés de Paris inscrites et/ou radiées après 1976 (ou 1977 pour les GIE) et pour les sociétés de la petite couronne radiées entre 1976 et l'année de création des tribunaux de commerce de la petite couronne :

si l'antériorité des actes fournis par Infogreffe (créé en 1986) est insuffisante (seuls les actes depuis 1992 sont numérisés), utiliser le formulaire de contact sur le site du TC pour faire une demande de recherche auprès des greffiers en charge des archives, qui réceptionnent également les demandes au guichet. Accueil du greffe – rez-de-chaussée - horaires d'ouverture: 9 h -17 h (9 h -12h et 13 h -17 h en juillet et août).

<https://www.greffe-tc-paris.fr/page/vos-questions-au-greffe>

-Tribunaux de commerce de Bobigny, Créteil, Nanterre pour les sociétés toujours actives de 1976 jusqu'à la création des tribunaux de commerce de la petite couronne :

Nanterre et Créteil (création 1980) ; Bobigny (création 1988).

Sources complémentaires externes

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, qui conserve notamment dans sa collection de « [documents éphémères](#) », depuis ses origines jusqu'aux années 1950, des dossiers topographiques, biographiques ou thématiques sur tous les aspects touchant à la vie quotidienne à Paris : prospectus, catalogues commerciaux, tracts, factures de commerce ; [vidéo de présentation](#)

-**Bibliothèque Forney** qui regroupe dans ses collections iconographiques, des documents publicitaires et commerciaux (étiquettes, menus, jeux...).

-**Archives nationales du monde du travail** qui conserve de nombreux fonds d'entreprises, syndicats.

-**Archives nationales**, [section des archives d'entreprises](#),

-**Préfecture de police**, [Pôle installations classées pour la protection de l'environnement](#), notamment pour les recherches concernant des établissements insalubres ou installations classées.

Bibliographie indicative

- Brigitte Lainé, *Juridiction consulaire (1563-1792), tribunal de commerce (1792-1997)*, Archives de Paris, 2009.
- 100 ans du R.C.S : 1919-2019, <https://www.cngtc.fr/fr/pdf/196-catalogueexpoRCS.pdf>
- Définition des différents types de sociétés, voir <https://www.greffe-tc-paris.fr/#slug8>
- L'exploitation des actes de sociétés pour l'histoire des entreprises: intérêts et difficultés (archives-ouvertes.fr)

À vous de jouer !

L'équipe des Archives de Paris se consacre quotidiennement à ses missions de collecte, classement, conservation, numérisation des documents ainsi qu'à l'orientation des lecteurs en salle de lecture et par correspondance. Cependant et afin de répondre au mieux à ces tâches prioritaires, le personnel n'effectue pas de recherches d'actes ou d'informations, ni de dépouillements et reproductions d'archives librement communicables et accessibles en salle de lecture ou sur son site internet.

Si vous n'envisagez pas de venir effectuer vos recherches en salle de lecture des Archives de Paris, vous pouvez éventuellement solliciter les services de l'**UNE** de ces associations d'entraide généalogique :

La France généalogique, 12 rue Vivienne - lot 3 - 75002 Paris, www.cegf.org

Le Fil d'Ariane, www.entraide-genealogique.net

Les Passions de Pascaline, pascaline-passions.forums-actifs.com/